

N° 131

JUILLET 2003

7€

Unité

DES CHRÉTIENS

REVUE ŒCUMÉNIQUE
DE FORMATION
ET D'INFORMATION



*Évangile
et valeurs
sociales*

Juillet 2003 • numéro 131

Unité

DES CHRÉTIENS

Revue trimestrielle
de formation et d'information

Rédaction-Administration
80, rue de l'Abbé Carton
75014 PARIS ☎ 01 53 90 25 50

Directeur de publication :
Christian Forster

Secrétaire de rédaction :
Catherine Aubé-Élie

Composition, maquette, gravure :
BAYARD SERVICE

Parc d'activités du Moulin - Allée Hélène Boucher
BP 200 - 59118 WAMBRECHIES

IMPRIMERIE DE LA CENTRALE

Parc d'activités Les Oiseaux - Rue des Colibris
BP 79 - 62302 LENS Cedex

N° C.P.A.P. 0904 G 82028

Comité interconfessionnel de rédaction :
Gill Daudé, Christian Forster,
David Houghton

Grigorios Papathomas, Irène Sotaert

Photo de couverture :

"Village d'accueil d'enfants en Inde"
Photo Sean Sprague/CIRIC

ABONNEMENTS

France et Union Européenne

A l'ordre de Association/Revue U.D.C.

- Simple : 24 €
- Soutien : 35 €
- le numéro : 8,75 € (dont port 1,75 €)

Pour la Belgique s'adresser à

Communauté de la Résurrection,
B 5020 Vedrin-Namur.
C.C.P. 000 - 1410048-56

Suisse

C.C.P. Constant Christophi,
Revue Unité des Chrétiens
12 - 82343 - 6

- Simple : 40 FS

Autres pays

A l'ordre de Association/Revue U.D.C.

- Abonnement : 27 €
- Surtaxe aérienne : 6 €

ÉDITORIAL

3

- LA FOI EN ACTES
Père Christian Forster

ACTUALITÉ ŒCUMÉNIQUE

4

- LA PROPOSITION DU PATRIARCHE ALEXIS II

DOSSIER

6

ÉVANGILE ET VALEURS SOCIALES

- LE MOUVEMENT DU "CHRISTIANISME PRATIQUE"
pasteur Jacques Maury
- LE SECOURS CATHOLIQUE ET LES ENJEUX DE LA CHARITÉ
père Bernard Bidaut
- LE SACREMENT DU FRÈRE
Michel Sollogoub
- EXPÉRIENCES RÉCENTES DE L'ÉGLISE D'ANGLETERRE
David Skidmore
- L'ÉGLISE NE PEUT-ÊTRE QUE DIACONALE
pasteur Robert Mollet
- DANS LA VIE QUOTIDIENNE, LES SIGNES DU ROYAUME QUI VIENT
Emmanuel Westphal

CHRONIQUE ŒCUMÉNIQUE

28

- ORTHODOXIE RUSSE :

CONSTANTIN SIGOV : les deux sources du christianisme

Catherine Aubé-Élie

MOSCOU ET LE VATICAN : DES RAPPORTS DÉCALÉS

père Michel van Parys

JALONS SUR LA ROUTE DE L'UNITÉ

33

Catherine Aubé-Élie

UNITÉ DES CHRÉTIENS

80, rue de l'Abbé Carton - 75014 PARIS
Tel : 01 53 90 25 50 - fax 01 45 42 03 07

E-Mail : unite.chretiens.revue@wanadoo.fr



père Christian FORSTER

Une Foi en Actes

Il suffit de parcourir, même superficiellement, l'histoire pour reconnaître que les chrétiens ont été la plupart du temps très présents, voire précurseurs sur les terrains de la pauvreté, de l'indigence, de la souffrance, de l'école, du handicap, avant d'y être relayés puis remplacés par la société civile. Beaucoup de grandes figures chrétiennes ont été des hommes et des femmes dont l'activité fut, pour une bonne part, caritative. Depuis les soupes populaires inventées par saint Basile de Césarée, jusqu'à l'action du Père Joseph Wresinski au milieu du "Quart monde", en passant par les ateliers de Jean de Cronstadt, en Russie, à la fin du XIX^e, la série serait longue de ces disciples que l'Evangile a conduits, à toutes les époques, dans les banlieues oubliées de l'opulence ou seulement du bien-être de quelques uns.

La plupart des grandes familles religieuses catholiques, dont certaines s'essouffent chez nous aujourd'hui, sont nées du souci de ne pas laisser à côté de soi des hommes et des femmes dont la dignité aurait été atteinte s'ils n'avaient pas rencontré cette aide fraternelle et désintéressée. Récemment encore, c'est la même prise au sérieux de l'Evangile qui a fait naître les missionnaires de la charité de Mère Teresa et a conduit quelques jeunes italiens dans le quartier délaissé du Trastevere pour un service d'où est issue la communauté de Sant'Egidio. Partout, dans son sillage, l'annonce de l'Evangile a ouvert des écoles, des dispensaires, plus tard des léproseries, ou bien, il y a quelques années, a conduit les sans droits à s'organiser en "communautés de base" pour affronter un quotidien trop lourd pour chacun. Ce n'est pas le désir prosélyte de faire pénétrer le message qui a été le moteur de cette action multiple, mais la logique même de la foi chrétienne. Jésus tout le premier est, comme disent les Actes, "passé en faisant le bien", pas seulement en paroles, mais en guérissant, en redressant tous ceux qui étaient courbés par un poids ou un autre. Et saint Jacques de Jérusalem voyait "la foi tout à fait morte" "si elle ne se traduisait aussitôt par des actes au service des frères ou des sœurs nus, manquant de leur nourriture quotidienne".

Accueillir l'Evangile c'est faire à l'autre sa place comme à un frère, depuis que Jésus est allé chercher dans le Deutéronome et le Lévitique, et pour les réunir, les deux

commandements qu'aucun autre ne saurait dépasser.

Depuis plus d'un siècle, la réflexion sur l'éthique sociale chrétienne s'est développée dans le sillage des sciences sociales et sous la poussée des grandes idéologies de masse du XIX^e siècle. La foi chrétienne ne pouvait rester insensible aux profonds désordres du monde. Dès sa naissance, le Conseil œcuménique des Eglises les a pris en compte et il s'est engagé de plus en plus sur ce terrain dans la ligne du "Christianisme Pratique", au détriment parfois de la réflexion proprement théologique. C'est en tout cas aussi une des grandes attentions des Eglises de la Réforme et un terrain sur lequel les pontificats, depuis le Concile Vatican II, ont fortement engagé l'Eglise catholique.

La dimension sociale de l'Evangile est présente dans toutes les Eglises, de manières diverses, avec plus ou moins d'insistance et certains voudraient même y voir le terrain privilégié de la recherche de l'unité dans le service des hommes.

C'est en effet le lieu de la responsabilité et du dialogue ouvert avec des partenaires de multiples appartenances et qui touche à toutes les dimensions de la vie en commun; qu'il s'agisse de justice, de droits humains, de violence, de paix, de culture, de politique, ou d'économie. C'est un lieu de recherche incessante, car dans notre civilisation qui cherche un nouvel équilibre, la mobilité est constante et exigeante. La dimension œcuménique de ce chantier est évidente pour formuler ensemble avec vérité, ouverture et souplesse, ce que R. Coste dans son dernier ouvrage ⁽¹⁾ propose d'appeler l'*Évangile social*. C'est aussi la raison pour laquelle les Eglises demandent à être entendues dans la construction de la nouvelle Europe, non seulement au titre de l'enracinement, mais pour que les hommes continuent de s'inspirer de ce qui les a jusque-là nourris, comme le rappelait récemment en Grèce le cardinal R. Etchegaray, et pas seulement pour l'Europe.

En signant ainsi mon dernier éditorial, je remercie tous les lecteurs de la Revue en les invitant à poursuivre fidèlement la quête de l'unité.

⁽¹⁾ R. Coste, *Les fondements théologiques de l'Évangile social*, Paris 2002 (Cerf)

La proposition du patriarche Alexis II aux orthodoxes d'origine russe d'Occident

Le chef de l'Eglise orthodoxe russe a fait parvenir le 3 avril une lettre aux 5 évêques et archevêques en charge des paroisses d'origine russe en Europe occidentale. Celles-ci n'appartiennent pas toutes à la même juridiction : certaines (les plus nombreuses) se sont rattachées au patriarcat de Constantinople en 1931, pour échapper à la tutelle d'une Eglise qu'ils estimaient trop inféodée au régime soviétique, d'autres ont constitué dans l'émigration une entité indépendante, l'Eglise russe Hors Frontières. Un troisième groupe a choisi de rester dans le sein du patriarcat de Moscou, pour ne pas abandonner son Eglise dans les persécutions.

Le pouvoir des soviets s'étant effondré depuis plus de dix ans à Moscou, un retour au sein du patriarcat de Moscou est redevenu possible et normal, écrit le patriarche, qui propose aux paroisses russes d'Europe occidentale de se réunir dans une grande Eglise locale autonome qui pourrait constituer le noyau d'une Eglise rassemblant tous les orthodoxes vivant en Europe de l'Ouest, quel que soit leur pays d'origine. Bien des orthodoxes aspirent à cette unification, qui est conforme aux canons ecclésiaux, et qui a été recommandée par le dernier concile (Moscou, 1917).

La réponse à cette proposition devrait être examinée par les paroisses d'origine russe dépendant du patriarcat de Constantinople après l'élection, le 1^{er} mai à Paris, de M^{gr} Gabriel à la tête de ce diocèse, comme successeur de M^{gr} Serge, décédé brutalement le 22 janvier 2003.

Nous reproduisons ci-dessous la réaction du père Boris Bobrinskoy, recteur de la paroisse de la Sainte Trinité (crypte), rue Daru à Paris, et doyen de l'Institut de Théologie orthodoxe Saint Serge (qui font partie de cet exarchat d'origine russe au sein du patriarcat de Constantinople) à la proposition d'Alexis II.

En ce temps du Carême pascal et dans l'approche de la Semaine Sainte et de la Nuit Pascale, notre archevêché vit un profond ébranlement qui met une fois de plus en question son identité ecclésiale et son avenir lui-même. Au moment où, depuis la mort de notre archevêque Serge, notre diocèse est en attente de l'élection et de l'intronisation de notre futur archevêque, nous sommes interpellés par une lettre circulaire adressée par Sa Sainteté Alexis II, patriarche de Moscou et de toute la Russie, aux évêques dirigeant les différents diocèses russes en Europe occidentale, tant relevant directement du patriarcat de Moscou, de l'Eglise russe Hors Frontières, mais aussi de M^{gr} Gabriel, évêque de Comane et *locum tenens* de notre archevêché qui se trouve sous la juridiction du Patriarcat œcuménique.

Parvenue à nous dans cette période où notre archevêché n'a pas encore élu son archevêque, cette lettre patriarcale a suscité chez les uns une grande émotion, joie et espérance, chez d'autres inquiétude, désarroi et même indignation. Une question fondamentale est posée, ou plutôt une invitation pressante et solennelle est faite à l'archevêché de rejoindre le patriarcat de Moscou, après 72 ans de séparation due, comme le dit la lettre du patriarche, "à des motifs d'ordre politique résultant de la catastrophe de la révolution".

Quelles que soient nos convictions intimes, quelle que soit notre interprétation de cette lettre, nous ne pouvons pas l'ignorer et l'éluder. Elle constitue en elle-même, que nous le voulions ou non, un événement ecclésial que nous devons recevoir comme tel, sans occulter non plus le fait que l'identité (ou la réalité sociologique) de l'archevêché n'est résolument plus ce qu'elle était au moment de la rupture. C'est dans cette conviction que j'aimerais formuler ici ce qui devrait être notre attitude à son sujet.

1) L'ébranlement ecclésial dont j'ai parlé ne doit pas nous faire oublier que tous nous sommes en marche vers la Pâsion et la Résurrection de Notre Sauveur et

que nos émotions ne doivent pas nous empêcher d'entrer dans le mystère infini de Dieu et donc de rechercher une qualité de silence, de prière et de paix intérieure en face des événements qui bouleversent notre diocèse. Sinon, nous devenons les jouets de passions destructrices tant pour nous-mêmes que pour toute la cause de notre archevêché.

2) La seconde attitude fondamentale, qui découle d'ailleurs de la première, est celle du respect et de l'écoute les uns des autres. Cela est peut-être aujourd'hui le plus difficile, car nous sommes enclins, à tort ou à raison, à mesurer les opinions des autres à l'aune de nos propres convictions. La capacité de dialogue, d'amour et de vérité entre frères sera le plus sûr baromètre de ce que nous sommes les uns et les autres porteurs de la grâce de l'Esprit Saint.

3) Cette lettre patriarcale qui émeut, réjouit ou trouble les esprits se doit d'être accueillie avant tout comme la lettre du primat de l'Eglise russe, comme la voix d'un évêque respecté et aimé de son troupeau ecclésial, comme exprimant le souci du bien de l'Eglise russe. Certes les interrogations sont légitimes et même nécessaires sur le fond de cette lettre, mais aussi sur son actualité, au moment même où notre archevêché est "orphelin". Il faut ajouter d'ailleurs que cette lettre exprime une volonté et un désir de longue date du Patriarcat de Moscou de résoudre et de surmonter la séparation avec notre archevêché, séparation que le patriarcat de Moscou a toujours considérée quant à lui comme provisoire, voire anti-canonique.

4) Autant cette réflexion est importante et même nécessaire, autant nous ne pouvons la bâcler en arrivant à des conclusions et décisions hâtives, irréfléchies et unilatérales. C'est pour ces raisons qu'il était important de maintenir l'échéance du 1^{er} mai fixée pour la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de notre archevêché, ayant comme but l'élection d'un nouvel archevêque. Mais quelle que soit l'orientation personnelle du futur archevêque, il devra nécessairement mettre sur pied des instruments de dia-

logue, tant à l'intérieur même de l'archevêché qu'avec le patriarcat de Moscou.

5) Par ailleurs les liens actuels de notre archevêché avec le Patriarcat de Constantinople ne peuvent être ignorés ou négligés. Il serait très souhaitable que dans l'attente d'un futur concile pan-orthodoxe qui réglerait la question épineuse de la diaspora, les patriarches de Constantinople et de Moscou puissent dès maintenant s'asseoir ensemble pour essayer de résoudre le problème de l'avenir de notre diocèse, pour lequel le maintien et la préservation de l'unité interne sont essentiels. Cela est-il possible ? Il serait déplorable que notre archevêché devienne une pierre d'achoppement et une pomme de discorde et que nos patriarchats se déchirent (et que nous nous déchirions) à son sujet. Mais il va de soi que les dirigeants de notre archevêché ne devraient pas être mis en dehors d'un tel dialogue fraternel qui concernerait notre propre destinée.

6) Concernant le fond de la question qui est nous posée dans la lettre patriarcale, deux visions s'affrontent et nous divisent. D'un côté la vision de l'Eglise russe. Le Patriarche Alexis II propose le préalable d'une unification des diocèses russes d'Europe occidentale sous la présidence d'un métropolite relevant du patriarcat de Moscou, avec la promesse et le gage du respect du statut d'autonomie interne en vigueur dans notre diocèse. A partir de là se dégagerait la perspective d'une mise en place progressive d'une Eglise locale multinationale dont l'Eglise russe serait garante et dont elle se dit soucieuse, cela en concertation avec les autres Eglises orthodoxes autocéphales.

7) Selon l'autre vision, qui se veut non moins proprement ecclésiologique, l'existence actuelle de notre archevêché sous la juridiction du Patriarcat de Constantinople manifestait déjà la promesse d'une Eglise locale multinationale. Notre diocèse jouit d'ailleurs d'une large autonomie interne, dans l'esprit et la lettre du Concile de Moscou de 1917-1918, comportant en particulier la prérogative d'élire nos évêques dans le cadre d'une assemblée clérico-laïque élue par l'ensemble des paroisses de l'archevêché. C'est donc à partir d'une prise de conscience de la réalité première de l'Eglise locale, déjà esquissée en embryon dans notre diocèse, que devraient se rassembler les ortho-



Le patriarche Alexis II (au centre)

D.R.

doxes de toutes les origines ethniques de notre pays, comme cela se dessine déjà dans l'Assemblée des évêques orthodoxes en France. Cela correspondrait à l'évolution sociologique de l'archevêché où de nombreuses paroisses ou fidèles ne comprendraient guère la nécessité du changement d'allégeance canonique par rapport à celle d'aujourd'hui.

Le problème de la diaspora orthodoxe, en Europe occidentale comme en d'autres régions du monde, ne se limite pas à notre diocèse. Bien ou mal, nous vivons en France en symbiose avec des diocèses relevant d'autres Eglises autocéphales. La création d'une Assemblée des Evêques orthodoxes en France voudrait être une première étape et la promesse d'une future Eglise locale en France, même si actuellement tous ces diocèses orthodoxes en France ont davantage le souci pastoral des ressortissants de leurs pays respectifs d'origine.

8) C'est dans un esprit de paix et d'espérance que j'écris ces lignes. Je suis convaincu qu'avec l'aide de Dieu nous devrions tous être capables de gérer l'avenir de notre archevêché dans l'union de tous, dans la légalité et le respect des statuts de notre archevêché, sans que cela contredise ou compromette une réflexion nécessaire et urgente pour répondre à l'appel de Sa Sainteté le patriarche Alexis II. Dans cet esprit, confions nous nous-mêmes les uns les autres et tout notre archevêché à la grâce de l'Esprit du Christ ressuscité.

12 avril 2003

Trois nominations...

le père Michel Mallèvre, dominicain, a été nommé par le Conseil permanent de l'épiscopat secrétaire de la Commission pour l'unité des chrétiens, pour un mandat de trois ans., à compter du 1^{er} septembre prochain. Il succède donc à ce poste au père Christian Forster. (voir les Jalons d'avril de ce numéro)

le pasteur Jean-François Collange, qui est membre du Comité consultatif national d'éthique et doyen de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, succèdera en octobre prochain au pasteur Marc Lienhard comme président du Consistoire supérieur de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (ECAAL).

le pasteur Jean Tartier, ancien président de la Fédération protestante de France, a été élu le 18 mai président du Conseil exécutif de l'Eglise évangélique luthérienne de France (Paris et Montbéliard).

... et une disparition

le père Bruno Chenu, assomptionniste, théologien et journaliste, ancien rédacteur en chef de *La Croix*, est décédé le 23 mai, à l'âge de 60 ans. Son engagement œcuménique était profond : il appartenait au Groupe des Dombes depuis 1975, et en avait été élu co-président catholique en 1998.

(Nous reviendrons sur ces informations dans le prochain numéro)

Évangile et valeurs sociales



PHOTO M.ÉLIE

L'Évangile est une force de transformation spirituelle, il atteint les profondeurs du cœur de l'homme pour le mettre dans une relation nouvelle avec Dieu. Mais il ne saurait se limiter à cela. L'homme chrétien, s'il est conséquent, transforme la société autour de lui en modifiant profondément les liens entre les hommes et l'équilibre des valeurs qui les font vivre. Les Églises qui portent le message évangélique sont donc fortement impliquées dans la vie sociale.

C'est ce que veut illustrer ce dossier.

Le Mouvement du "Christianisme pratique"

pasteur Maury



Même si ce titre un peu insolite "Christianisme pratique" désigne un mouvement précis apparu dans le monde protestant dans les premières décennies du XX^e siècle, il ne faudrait pas imaginer qu'il y aurait là une nouveauté absolue. Il suffit seulement d'une prise au sérieux renouvelée de ce qui est inscrit dès le début au cœur même du message de Jésus. Il s'agit de se référer à quelques versets du Sermon sur la Montagne pour en reconnaître l'évidence : "Que faites-vous d'extraordinaire ?" demande Jésus à ses disciples. Ou bien : "Ce ne sont pas tous ceux qui me disent "Seigneur, Seigneur !" qui entreront dans le royaume des cieux mais celui-là seul qui fait la volonté de mon Père qui est dans les cieux" (Mat. 5, 47 et 7, 21). Et que rappelle d'autre saint Paul lorsqu'il affirme (Eph. 2, 10) : "Nous avons été créés en Jésus-Christ pour de bonnes œuvres que Dieu a préparées d'avance afin que nous les pratiquions" ? Qu'on se rappelle aussi le dialogue polémique, et cependant convergent, sur la complémentarité irrécusable de la

Le pasteur Maury, de l'Église réformée de France, ancien président de la Fédération protestante de France, ancien co-président du Groupe mixte de travail entre le Conseil œcuménique des Églises et l'Église catholique, nous parle ci-dessous de l'engagement pour la justice et la paix des protestants et du Conseil œcuménique des Églises, en le replaçant dans le contexte historique qui a favorisé son développement.

foi et des œuvres entre saint Paul et saint Jacques.

En fait, cette dynamique traverse toute l'histoire de l'Église et de la théologie chrétienne. Mais il est vrai qu'elle a repris une nouvelle énergie avec la naissance de l'œcuménisme. On le sait, ce sont pour une large part deux mouvements essentiellement protestants qui, après tant de siècles de désunion, ont concrétisé la recherche de l'unité chrétienne. Le mouvement "Foi et Constitution" (en anglais "Faith and Order") qui appelait avant tout au dialogue sur la foi et son contenu, et sur l'Église et ses structures, dans l'espoir de surmonter des divergences séculaires. Et d'autre part le mouvement du "Christianisme pratique" (traduction un peu maladroite de l'anglais "Life and Work") qui voyait plutôt l'urgence dans l'action commune des Églises et des chrétiens dans le monde pour y attester concrètement l'Évangile de l'amour de Dieu en agissant ensemble pour la justice et pour la paix.

C'est des relations croissantes de ces deux mouvements et de leur volonté explicite de fusion communément exprimée lors de deux réunions immédiatement consécutives tenues lors de l'été 1937, l'une à Oxford pour Christianisme pratique, l'autre à Edimbourg pour Foi et Constitution, que naîtra le Conseil œcuménique des Églises, non pas en 1941 comme prévu mais en 1948 après la fin de la guerre, lors de l'assemblée d'Amsterdam. Sans oublier toutefois le Comité international des Missions qui, après avoir de son côté

té mesuré depuis plusieurs décennies l'urgence de l'unité dans l'évangélisation, rejoignit en 1961 le COE et en devint une des commissions essentielles.

Il y aurait certes beaucoup à dire sur l'histoire de Christianisme pratique. Je m'en tiendrai à souligner l'influence déterminante du contexte historique dans lequel il s'est développé. Je veux mentionner surtout le traumatisme profond provoqué dans le monde entier, mais en particulier dans les Églises, par la tragédie sanglante de la guerre de 1914, à l'issue de laquelle il leur fallut réaliser que, pendant ces quatre années d'horreur, chacun avait comme mobilisé Dieu dans son propre camp et qu'elles y avaient elles-mêmes contribué. Ce n'était pas seulement sur les ceinturons des soldats allemands qu'était inscrit "Gott mit uns" mais bien dans tous les cœurs de part et d'autre, comme pour



L'archevêque Nathan Söderblom

Archives UDC

mieux s'entre-tuer avec bonne conscience. On peut aisément comprendre pourquoi c'est alors que nombre de chrétiens se sont dressés pour appeler leurs Églises à agir pour la réconciliation et pour la paix, afin que de telles horreurs ne se reproduisent plus et que l'Évangile de l'amour universel de Dieu ne soit plus bafoué de la sorte. C'est sur cette lancée qu'en 1925 se réunit à Stockholm, à l'initiative de l'archevêque luthérien Nathan Söderblom, la première conférence mondiale de Christianisme pratique.

L'influence du combat de "l'Église confessante" d'Allemagne

Il n'a fallu hélas pas attendre longtemps pour qu'après le drame de 14-18 un autre, aux conséquences encore plus sinistres, se précise à nouveau : la montée du nazisme et l'approche de la deuxième guerre mondiale. Et cela encore a ample-

ment déterminé les développements ultérieurs du mouvement du Christianisme pratique, et par la suite du Conseil œcuménique des Églises lui-même. C'est en effet le combat qu'a dû mener l'Église protestante d'Allemagne contre la montée du paganisme nazi et de son affreux corollaire antisémite qui a polarisé l'attention sur l'urgence du témoignage chrétien dans le monde. Ce n'est pas ici le lieu de relater, même sommairement, la courageuse et coûteuse histoire de la résistance d'une partie, certes minoritaire mais combien signifiante, de l'Église en Allemagne qu'on a appelée "Église confessante". Mais il faut souligner combien ce combat a été exemplaire et l'influence considérable qu'il a exercée sur la marche des autres Églises d'Europe et d'au-delà. Tellement que la troisième conférence mondiale de Christianisme pratique, celle d'Oxford en 1937, a été profondément dominée par la volonté d'affirmer une solidarité avec les Églises allemandes en combat et

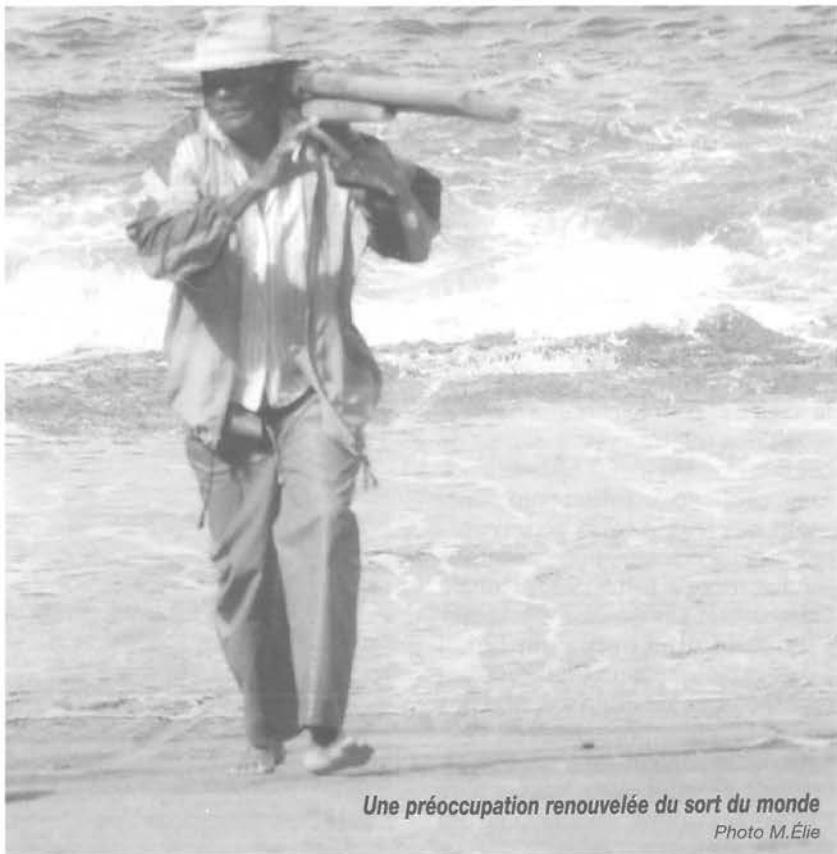
celle d'agir encore plus résolument pour la justice et la paix.

On peut dire que l'assemblée constitutive du Conseil œcuménique des Églises (Amsterdam 1948) a, elle aussi, été largement conditionnée par le souvenir encore tout proche de ce grand combat de "l'Église confessante" allemande et de ses partenaires en Europe et dans le monde entier contre l'horreur nazie. Le thème central de l'assemblée - "Désordre de l'homme et Dessein de Dieu" - indiquait déjà par lui-même combien, dès le moment de sa fondation, le COE entendait s'inscrire dans la suite directe du mouvement du Christianisme pratique et consacrer ses forces à discerner et à proclamer comment l'Évangile de Jésus-Christ interpelle les sociétés humaines. Et il ne serait pas difficile de décrire comment cette détermination s'est ensuite traduite dans maints engagements du COE pour la paix, la justice, le développement ou contre le racisme. À des degrés divers selon les lieux, les circonstances et les confessions, on retrouve la même dynamique dans les Églises membres du COE.

On peut dire en tout cas que l'œcuménisme a été à la racine de cette préoccupation renouvelée du sort du monde, ou si on préfère, qu'il en a été le fruit.

Enfin, il est clair que cette concomitance de l'œcuménisme et de l'engagement dans le monde, on la retrouve, même si cela a été un peu plus tard et par des chemins différents, dans la grande aventure du Concile de Vatican II, notamment dans la si importante "Constitution sur l'Église dans le monde de ce temps" (*Gaudium et Spes*). C'est bien la même conviction que Dieu appelle son Église à témoigner et à œuvrer dans le monde et pour sa paix, et qu'Il l'y appelle dans l'unité. Et les Églises ont fini par réaliser que c'est là un des moteurs les plus puissants pour une marche vraiment œcuménique au nom de l'amour universel de notre Dieu.

Jacques Maury



Une préoccupation renouvelée du sort du monde

Photo M.Élie

Le Secours Catholique et les enjeux de la charité

père Bernard Bidaut



D.R.

L'esprit de l'association "Secours Catholique" a dans ses statuts son article premier qui résume toute sa vocation : *"Le Secours Catholique a pour objet : le rayonnement de la charité chrétienne. À cet effet : d'apporter, partout où le besoin s'en fera sentir, à l'exclusion de tout particularisme national ou confessionnel, tout secours et toute aide, directe ou indirecte, morale ou matérielle, quelles que soient les opinions philosophiques ou religieuses des bénéficiaires (...)"*. Son action se vit dans le service des pauvres et des plus pauvres parmi les pauvres. Depuis de nombreuses années maintenant, le Secours Catholique se veut imaginatif dans le domaine d'une charité tous azimuts, d'une charité pratique et généraliste, en faveur de tous les pauvres, pour combattre toutes les pauvretés. Force est de constater que sa longue expérience lui permet de vérifier quels sont les dynamismes et les freins de son activité évangélique au service des personnes en difficulté.

Le père Bidaut, qui est aumônier général du Secours Catholique et secrétaire national du Comité socio-caritatif de la Commission sociale de la Conférence des évêques de France, expose ici les trois axes de l'action du Secours Catholique, tels qu'ils ont été définis en 1996, à l'occasion du cinquantenaire de sa fondation. Il rappelle qu'on ne peut faire progresser les choses qu'en s'associant avec les pauvres, et que cela ne se fait pas sans une conversion du cœur : que celle-ci ouvre des chemins d'espérance vers l'unité. Que finalement, la diaconie est une voie royale pour la recherche de l'unité.

Trois axes, une triple piste...

"S'associer avec les pauvres pour construire une société juste et fraternelle, c'est prendre l'homme au sérieux. C'est prendre l'Évangile au sérieux".

C'est par ces mots que débute le préambule de la nouvelle politique d'action du Secours Catholique. En fait, c'est à l'occasion du 50^e anniversaire de leur association (en 1996) que les acteurs de la charité, tous considérablement impliqués dans ce service d'Église que représente le Secours Catholique en France, ont promulgué trois lignes d'action, trois axes fondamentaux que je vais m'attacher à relire pour voir comment l'expérience de ce service caritatif met le doigt sur des déficits et des déformations de certaines valeurs évangéliques et comment son expérience lui permet d'essayer de vivre les options fondamentales évangéliques. Reprenons d'abord l'énoncé de ces trois axes :

Axe 1 : Promouvoir, dans un réseau ouvert à tous, la place et la parole des pauvres, par des actes créateurs de dignité, de solidarité et de partage.

Axe 2 : Agir pour la transformation sociale et la justice, à partir de l'échange avec les pauvres, par la réalisation de projets et l'action institutionnelle au plan local, natio-

nal et au sein du réseau Caritas au plan international.

Axe 3 : Vivre, par l'action et la parole des pauvres, la mission reçue en Église, pour rendre Dieu présent dans la vie des hommes et témoigner de l'Évangile.

Ces axes sont à la base de l'action caritative du Secours Catholique. Sans entrer dans le détail de l'histoire, je souhaite juste rappeler que le "Secours Catholique-Caritas France" a été fondé par le père Jean Rodhain en 1946. Dès sa fondation, les acteurs du Secours n'ont eu de cesse d'essayer de répondre aux appels, aux besoins et aux souffrances des hommes et des femmes de leur temps. Le contact toujours plus pressant avec les personnes en difficulté, avec les pauvres de toutes sortes, nous bouleverse tous dans la façon que nous avons de nous comporter dans le monde, que ce soit dans l'Église ou dans la société ; tant il est vrai que dans l'une ou dans l'autre nous optons pour les plus pauvres, où qu'ils se trouvent, simplement parce que ceux-là mêmes nous disent leur souffrance, nous crient l'urgence des besoins et du partage du bien commun. Les plus pauvres eux-mêmes sont en mesure de changer la vie, parce qu'ils souhaitent transformer la leur et parce qu'ils changent nos vies. Le père Jean Rodhain le disait avec force et justesse : *"Bâtir une société de frères ne saurait rester à l'état de*

programme. Chacun, là où il est, y a sa part de responsabilité. Chacun y a sa place”.

L'option ecclésiale ne va pas de soi...

Il faut l'avouer, la politique d'action proposée par le Secours Catholique par la promulgation de ses “axes” est tout à fait remarquable puisqu'elle défend l'idée que les pauvres sont au centre non seulement de l'Église mais aussi de la société. Il est cependant à considérer que le troisième axe (l'option ecclésiale) ne va pas toujours de soi, et pour cause : si l'on prend en compte l'action du premier axe puis du deuxième, qui consiste à donner la place et la parole aux pauvres dans tous nos réseaux d'une part, et dans la société actuelle d'autre part, l'action du troisième axe est parfois plus difficile à tenir. La place des pauvres dans l'Église (tel est l'enjeu de ce troisième axe) est théoriquement comprise, mais sa pratique est encore trop souvent insuffisante. Il faut pourtant le reconnaître, la place donnée ou redonnée aux pauvres dans l'Église et dans nos Églises, dépend de celle que nous leur donnons vraiment dans nos réseaux caritatifs et de celle que nous cherchons à leur donner dans la société civile d'aujourd'hui. En effet, l'action dans l'Église n'est pas indépendante de celle menée sur le terrain institutionnel par exemple... Pour la simple raison que l'Église est d'abord là où il y a des hommes. La manière de vivre les enjeux des axes 1 et 2 détermine ce qu'il faut comprendre du troisième axe. Pour remplir sa mission, le Secours Catholique s'est donné ces axes pour discerner et pour orienter son action au service des pauvres. Il est clair que pour que sa mission soit conforme à son propre fonctionnement, le Secours Catholique ne peut que s'appliquer à lui-même la direction extrêmement volontaire de ces trois axes.

L'application d'une telle politique implique un véritable changement

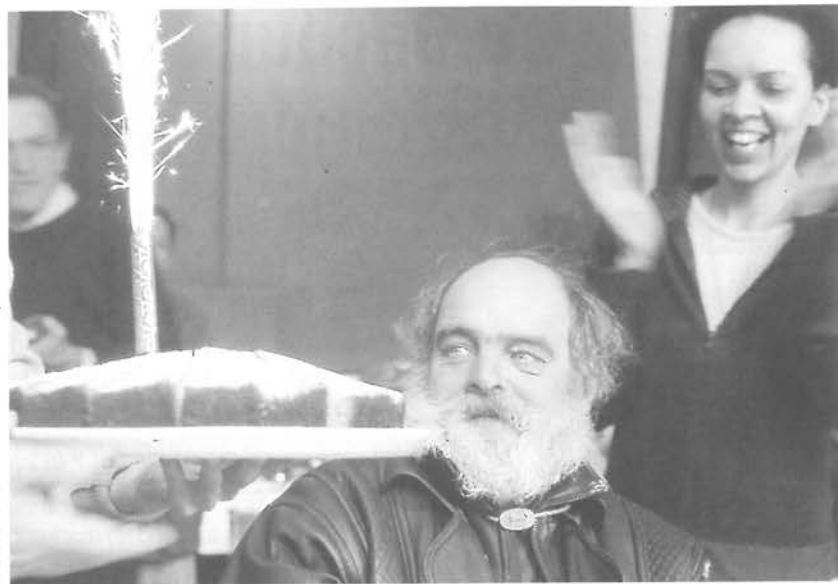


Photo J.-C. Jaffré/Secours Catholique

de mentalité pour tous les acteurs de la solidarité. S'associer avec les pauvres ne va pas de soi... L'enjeu est pourtant bel et bien là.

L'enjeu : s'associer avec les pauvres

La phrase inaugurale du document relatif aux trois “axes” de la nouvelle politique du Secours Catholique exprime clairement l'enjeu : “S'associer avec les pauvres pour construire une société juste et fraternelle...”. Les pauvres sont une priorité, ils le sont pour l'Église et cette priorité est enracinée dans l'Évangile, ils doivent l'être pour la société. Sans doute faudrait-il relire cette phrase inaugurale dans ce qu'elle engage comme responsabilité pour tous, sans doute faut-il reprendre cette proposition dans le sens inverse, histoire de mieux comprendre la logique de l'enjeu : pour construire une société juste et fraternelle, il est résolument nécessaire (c'est une conséquence et une cause à la fois) de s'associer avec les pauvres. Dans l'Église comme dans la société civile, les pauvres doivent pouvoir prendre une part active dans les projets de la construction d'une société plus juste et dans la mise en œuvre de ces projets. Il en va de même pour

leurs engagements dans les communautés chrétiennes.

Cette association avec les pauvres n'est pas une option facultative, c'est une nécessité et une obligation évangélique. Il ne peut en être autrement. Pour ce faire, “être avec” les personnes en difficulté, les accompagner, est donc une condition essentielle. Accompagner les personnes sur cette voie, c'est agir avec elles en se fondant sur leurs capacités pour développer ensemble les aptitudes de tous et de chacun dans les groupes et dans les milieux de vie.

Cette attitude fondamentale d'accompagnement exclut toute forme d'assistanat et de paternalisme. Dans les cent six délégations qui constituent l'ensemble du réseau du Secours Catholique en France, cette politique de l'accompagnement est à l'ordre du jour. On doit pourtant reconnaître qu'elle pose parfois plus de questions qu'elle n'en résout dans les équipes locales. Il est sans doute plus facile d'aider une personne par le “distributif” (au Secours Catholique on parle de “vestiaire” et d’“alimentaire”), que d’“accompagner” les personnes. Il est clair que pour mener à bien cette démarche, l'implication demandée alors aux bénévoles est exigeante puisqu'elle réclame d'eux une véritable conversion.

Tout est conversion, en effet, et tout est changement dans cette démarche volontaire. Elle libère l'accompagné et l'accompagnant. La liberté des personnes dépend de cette volonté d'être "avec" les personnes et du refus de vouloir les assister. Il y a encore clairement un déficit de compréhension de cette nécessaire valeur évangélique au sein de certaines équipes locales du Secours Catholique en France...

Il ne suffit certes pas d'être de "bonne volonté" pour œuvrer en vérité au service des plus pauvres.

Aller au-delà de la simple "bonne volonté"

Il est clair que pour bien mener cette action, le Secours Catholique (comme n'importe quelle autre association de ce type) doit œuvrer avec des partenaires. Il y a les partenaires au niveau des instances nationales ou régionales (voire internationales), mais il faut aussi considérer le simple partenariat du "frère à frère". Les bénévoles du Secours Catholique ont à vivre eux-mêmes ce partenariat. Dans le cadre du Secours, ils ont une responsabilité évangélique remarquable... Ils sont des acteurs de la charité à chaque fois qu'ils collaborent à cette action commune, et ils le sont encore plus chaque fois qu'ils favorisent le partenariat. Ce n'est pas seulement parce que l'étymologie le dit que le bénévole est une personne de "bonne volonté", à savoir : quelqu'un qui œuvre dans le sens du bien ; c'est d'abord parce qu'il répond gracieusement à un appel. Être bénévole au Secours Catholique ou dans n'importe quel service caritatif, c'est répondre à un appel pour le service des personnes qui traversent des zones de turbulence plus ou moins fortes dans leur vie de tous les jours, ou occasionnellement. Cet appel n'est pas toujours préparé, il est même souvent assez peu précis, il peut venir de l'intérieur comme de l'extérieur. Mais pour le coup, c'est un appel qui bouleverse les habitudes

de celui qui y répond. C'est là que débute la conversion. On y répond parfois comme à une interrogation sur soi-même. On peut tout aussi bien l'entendre comme une invitation exprimée par un ami, ou plus directement par une personne en difficulté, ou bien encore par une équipe ou une communauté paroissiale. Dans tous les cas, l'appel est une invitation à œuvrer avec d'autres pour redonner la place et la parole à toutes ces personnes, qui, de par le monde, en sont privées ou exclues. L'équipe est essentielle pour un bénévole, non pas seulement en raison de l'importance du collectif dans nos actions, mais parce qu'elle est en quelque sorte une parcelle d'Église où, précisément, se vérifie notre souci de faire vraiment la place aux pauvres, de faire vraiment en sorte que leur parole soit prise en compte et écoutée aussi bien dans la société que dans les Églises (catholique ou issues de la Réforme). Un bénévole, c'est un éveilleur de possible, un révélateur de la dignité des personnes, un amplificateur de la parole qu'on croyait perdue. C'est à cette condition d'accueil et d'accompagnement que les pauvres sont véritablement au centre de l'Église et de nos Églises.

Les pauvres au centre de l'Église

Une des plus fortes implications de la réalité œcuménique sur le terrain de nos actions est précisément ce travail d'accompagnement des personnes les plus pauvres. Il est clair que si nos communautés de différentes confessions ont parfois quelques difficultés à se rencontrer tant sur le domaine cultuel que théologique (bien que d'immenses progrès aient été réalisés en la matière), elles se rencontrent sans peine lorsqu'elles œuvrent ensemble en faveur des personnes les plus pauvres parmi nous. Ces réalisations se voient surtout dans le domaine associatif où le partenariat pose moins de problèmes.

Toutes ces collaborations portent du fruit, et nous le constatons spécialement dans le domaine de la question sociale (les instances sociales ou caritatives de la santé, le monde carcéral et les aumôneries de la prison, la défense des droits de l'homme, l'aide à l'étranger, l'accompagnement des demandeurs d'asile, les entreprises de réinsertion, les quartiers sensibles, l'aumônerie des Gens du Voyage, les grandes exclusions, la prostitution, etc.).

Lorsque des membres de nos communautés s'engagent de concert sur le chemin de l'œcuménisme, c'est par le biais de l'action concrète de charité et de solidarité que ce chemin œcuménique se vérifie. Chacune de nos Églises traditionnelles sait bien qu'il n'y a pas d'alternative à la solidarité. Les Églises ne sont vraiment Églises que lorsqu'elles osent affirmer et défendre la place centrale du pauvre, non pas seulement dans la société mais également au centre d'elles-mêmes. On peut même penser qu'il ne peut y avoir de véritable chemin œcuménique que s'il y a une sincère ouverture aux frères les plus pauvres, quelles que soient leurs options confessionnelles ou religieuses... Il n'y aura donc pas d'œcuménisme sans conversion et renouvellement de l'Église dans cette direction-là.

La difficulté réside dans le fait que les services caritatifs (dont le Secours Catholique) ne reconnaissent pas vraiment l'urgence de cette collaboration avec d'autres. Le danger que je me permets de souligner ici, c'est le renfermement sur soi. Le Secours Catholique, comme les autres services, ne peut pas se suffire à lui-même. Pour que son action soit vraie et efficace, il doit s'ouvrir aux autres, encore et toujours. Lorsqu'il parlait de l'unité et de la communion, le père Rodhain dénonçait l'enfermement sur soi en disant : *"Tous savent que Dieu est charité... Bref, tous aspirent à voir ici une vie plus fraternelle, mais personne n'ose rompre la routine"*.

Le Corps de l'Église

Nous sommes fondamentalement en accord les uns et les autres sur une des questions ecclésiologiques parmi les plus fondamentales : c'est que l'Église n'est pas d'abord une "unité sociologique", mais elle est le "Corps du Christ". C'est là sa véritable nature, une nature qui n'est accessible que par la charité pratique (par la foi et l'espérance aussi, bien sûr, mais particulièrement par la charité).

La foi en Jésus-Christ vient du baptême commun. Bien que différents, nous sommes tous membres du même Corps par un seul baptême (cf. 1 Co 12, 13).

S'il existe une réelle solidarité entre les membres différents d'un même Corps, c'est que cette solidarité se manifeste dans la charité que nous mettons en pratique les uns pour les autres, et particulièrement au bénéfice des plus pauvres parmi les pauvres.

C'est dans notre attachement au Christ que la charité prend chair. C'est sur l'exemple du Christ serviteur qui se penche vers ses disciples pour leur laver les pieds, que nos communautés se font diaconales, servantes.

La diaconie de l'Église

La diaconie de l'Église n'est pas une mode passagère, c'est un des principes fondamentaux de son action et de son être. Les accords théologiques entre nos différentes

Églises jalonnent le chemin œcuménique commencé il y a longtemps maintenant. Les accords de ces dernières années sont très prometteurs, nous le savons bien. Après l'accord sur la question centrale de la place de l'Évangile et de la justification par la foi, après les différents accords de fond sur la question du baptême, il semble désormais évident que l'un des prochains jalons qu'il faudra poser sur le chemin de l'œcuménisme regarde la question des ministères et de la mission de l'Église. Chacun sait que cette question est difficile et chargée d'une histoire compliquée. Je ne sais pas si la question du "diaconat" sera un préalable à toutes les autres questions touchant aux ministères, mais j'imagine que nos prochains échanges sur le problème ministériel devront inévitablement interroger le sens diaconal de nos communautés.

Le Secours Catholique est très sensible à cette question de la diaconie, d'une part parce que son fondateur, le père Rodhain, y était très attaché et qu'il a su orienter l'association sur le chemin d'un véritable "service" d'Église, et d'autre part parce qu'aujourd'hui le diaconat dans l'Église catholique se développe énormément et qu'il favorise une attention toujours plus grande de l'Église à l'égard des pauvres de notre temps.

La réalité du service vécu comme une diaconie dans nos communautés nous rapproche.

Je rappelle cependant le point essentiel que nous soulignons tous dans nos différentes communautés aussi bien que dans les associations ou instances caritatives (comme le Secours Catholique), à savoir l'importance de se reconnaître pauvre soi-même avant de prétendre apporter une aide quelconque en faveur d'une personne dans le besoin. La vérité de l'aide ou de l'accompagnement de la personne dépend de la lu-

cidité du regard que je porte d'abord sur moi, mes pauvretés et mes manques. Il est bon de reconnaître le Christ présent dans le pauvre ou le pauvre présent dans le Christ, mais cela ne sert à rien si nous ne reconnaissons pas la présence du Christ en nous, lorsque c'est nous qui sommes pauvres. La réalité du service diaconal est à ce prix.

Ce qui est possible aujourd'hui... Faire plus ?

Dans les différents services d'accueil, il est désormais possible de faire beaucoup au service des personnes démunies dans le cadre d'une action solidaire ecclésiale (au-delà d'un simple service de distribution qui ne donne ni la place ni la parole à ces personnes) : échange autour de la Parole de Dieu, écoute, partage d'expériences, célébrations communes, catéchèse commune ou complémentaire, sorties, pèlerinages ou voyages spirituels, missions communes, etc. Dans tous ces domaines et dans bien d'autres, un témoignage commun est vraiment possible.

Dans chacune de nos communautés et services caritatifs ou humanitaires, à chaque fois qu'une attention particulière est accordée aux personnes en difficulté, à chaque fois qu'ensemble nous nous attachons à leur rendre la place qui est la leur, alors des chemins d'espérance s'ouvrent vraiment devant le désir d'unité de nos Églises. Cette ouverture nécessite alors plus d'humilité pour chacun des services caritatifs que nous connaissons, elle réclame de chacun des membres de ces mêmes associations une conversion, une quête de l'humilité... Plus les associations de type caritatif comme le Secours Catholique prennent du poids et acquièrent du savoir-faire dans le domaine de l'aide aux personnes les plus pauvres, ici et ailleurs dans le monde, plus ces associations et leurs membres doivent retourner à la simplicité de l'Évangile.

Bernard Bidaut



Photo L. Charrier/Secours Catholique

Le sacrement du frère

Michel Sollogoub



Les chrétiens orthodoxes sont plus connus pour la beauté de leurs célébrations et de leurs icônes, la magnificence de leurs églises et la profondeur de leur théologie que pour la vitalité de leur service social. Dans ce constat, souvent fait, qui oppose le "mystique" orthodoxe et l'"engagement" des chrétiens d'occident dans la vie de la société, il y a une certaine part de vérité. Toutefois, il reste superficiel. La théologie spéculative n'est guère de mise en orthodoxie et la mystique implique la pensée et l'action même si celle-ci revêt aussi la forme de la contemplation. De plus, le témoignage des orthodoxes en occident, sur lequel se fondent souvent les observateurs, doit être apprécié avec soin car leur situation est ici particulière et, qui plus est, le plus souvent méconnue. Et dans les pays "traditionnellement" orthodoxes comme la Russie, le service social a été pendant près de quatre-vingts ans tout bonnement interdit. Il n'en reste pas moins que des voies renouvelées d'un témoignage actif au service du prochain doivent être recherchées par les communautés orthodoxes en occident.

Michel Sollogoub, membre de la paroisse (orthodoxe) Saint-Jean le Théologien à Issy-les-Moulineaux, vice-président de l'ACAT et de l'ACER-MJO (association au service de la jeunesse orthodoxe en France, avec un service d'aide à la Russie), professeur d'économie à Paris I, nous partage ci-dessous le point de vue orthodoxe sur l'importance de l'engagement des croyants au service de leurs frères, et sur le nécessaire renouvellement des formes qu'il peut prendre.

Le Nouveau Testament regorge de recommandations sur l'amour du prochain et le service du frère.

À la question du pharisien venu l'éprouver en lui demandant "Quel est le plus grand commandement ?" le Christ répond : "Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme et de toute ta pensée. C'est le premier et le plus grand commandement. Et voici le second qui lui est semblable : tu aimeras ton prochain comme toi-même. De ces deux commandements dépend toute la loi et les Prophètes" (Évangile de Matthieu, XXII, 36-40). Le commandement d'amour du prochain est inscrit dans les Tables de la Loi que le Christ est venu non abolir mais accomplir.

L'enseignement du Christ et de l'Église se limiterait-il à cette prescription de nature morale invitant les hommes à aimer leur prochain ? De fait, ce commandement n'est ressenti comme "véritablement" exigeant par nos contemporains comme par nous-mêmes que lorsque s'y adjoint l'amour des ennemis. Et l'amour du prochain, à l'exemple du Bon Samaritain, est exigeant et nous implique personnellement, et parfois intimement et profondément. C'est toute la différence avec l'amour du "lointain" selon l'expression utilisée par les philosophes religieux russes pour désigner les doctrines socialisantes qui prônaient la révolution sociale pour le bien de tous, et qui se traduisaient davantage par la promotion d'un changement des structures que par ce-

lui d'un retournement du cœur. L'Évangile et l'enseignement des Pères vont plus loin.

Dans la tradition de l'Église indivise telle qu'elle a été interprétée par les Pères, le sacrement de l'autel n'est rien sans le sacrement du frère. Dans le sacrement de l'eucharistie, nous sommes invités à communier au Corps et au Sang du Christ. Il s'agit pour nous de discerner dans le pain et le vin le Corps même et le Sang même du Ressuscité. À l'amour de Dieu pour nous, manifesté dans l'acte suprême de la mort sur la croix, répond ou doit répondre notre amour pour lui, celui-là même auquel nous invite le premier commandement.

Le second commandement lui est semblable, nous dit le Christ. De même, le sacrement du frère qui prolonge celui de l'autel lui est, aussi, semblable. Nous sommes appelés à discerner le Christ dans le frère qui est là, dans la nécessité. "Dans la mesure où tu le feras à l'un des plus petits de mes frères, c'est à moi que tu le feras", dit le Christ. Non pas que l'amour ne doive se porter que vers le Christ. Non, c'est pour le proche lui-même qu'il faut agir comme personne unique et irremplaçable, mais dans lequel le Christ est présent.

Cette reconnaissance, ce discernement s'opèrent par la puissance de l'Esprit : c'est le sens même du sacrement. L'action de l'Esprit en nous et par nous rend le changement en profondeur possible et véritable. Pour changer la face du monde, il faut la puissance de Dieu en nous.



Liturgie à l'hôpital d'enfants n° 1 de Moscou

Photo ACER-RUSSIE

La présence même du Christ dans le prochain

Les Pères ont amplifié ce thème essentiel de la révélation chrétienne, son centre lui-même. Selon cet enseignement, *"Le mystère ou sacrement du frère, mystère d'altérité et de communion (...), est la manière dont l'Église approche l'homme dans la présence du Christ crucifié et ressuscité qu'on célèbre dans la liturgie eucharistique"* ⁽¹⁾. Le sacrement du frère renvoie à la méditation sur l'incarnation du Christ, deuxième personne de la Sainte Trinité, mystère qui est au centre de la vie spirituelle et dont l'annonce constitue la mission de l'Église dans le monde: *"Dieu a été manifesté en chair, justifié par l'Esprit, vu par des anges, prêché aux nations, cru dans le monde, élevé dans la gloire"*. (saint Paul aux Thessaloniens 1, 3, 16). La kénose, l'abaissement du Christ, le rend frère de chacun de nous. Il nous appelle à vivre cette fraternité avec Lui et avec chaque homme, notre prochain. *"À tous ceux qui l'ont reçu, à ceux qui croient en son Nom, Il a donné le pouvoir de devenir enfants de Dieu"*. (Jean 1, 12-13). Dans l'amour que porte Dieu à chaque homme, chaque être humain aimé par Dieu est le lieu de la présence même du Christ. Comme le sacrement de l'autel, l'eucharistie est le mystère de la

communion au corps et au sang mêmes du Christ, le sacrement du frère est celui de la découverte de la présence même du Christ dans le prochain. La relation entre les deux sacrements est présente dans l'Évangile. *"Si tu présentes ton offrande à l'autel et que là tu te souviennes que ton frère a quelque chose contre toi, laisse là ton offrande devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère. Puis viens présenter ton offrande."* (Matthieu, 5,23-24). L'instauration de l'eucharistie se produit lors de la montée vers la croix et la mort, et s'accompagne du lavement des pieds, signe manifeste du service du frère. Selon Jean Chrysostome, le sacrement du frère est sacrement à part entière: *"L'autel du pauvre, plus grand que l'autre, tu peux le voir élevé partout dans les rues et tu peux y sacrifier à toute heure."* L'amour du frère rend visible l'amour porté à Dieu. *"Celui qui n'aime pas son frère qu'il voit, comment peut-il aimer Dieu qu'il ne voit pas ?"* demande l'apôtre Jean, et il ajoute: *"Nous avons de lui ce commandement: que celui qui aime Dieu aime aussi son frère"*. (1 Jean, 4, 20-21) Après avoir appelé les riches à renoncer à la loi des forts qui possèdent et amassent et à adopter celle du Créateur, Grégoire de Naziance écrit: *"Ne cherchez à vous distinguer des autres que par votre générosité. Soyez des dieux pour les*

pauvres en imitant la miséricorde de Dieu. L'homme n'a rien de plus commun avec Dieu que la faculté de faire le bien. Vous qui êtes les serviteurs du Christ, ses frères et ses cohéritiers, tant qu'il n'est pas trop tard, secourez le Christ, nourrissez le Christ, revêtez le Christ, accueillez le Christ, honorez le Christ." ⁽²⁾

Et Ephrem le Syrien: *"Ne désacralisez pas le monde, mais sanctifiez-le en particulier par le sacrement du frère. Car le Verbe s'est fait chair pour que toi et ton frère soyez remplis de la grâce du Ressuscité à jamais. Souviens-toi comment Jésus lava les pieds de ses apôtres et combien il s'est fait le dernier de tous pour que toi tu vives en Lui. Laisse ton frère être le premier et tu vivras."*

Le sacrement du frère comme celui de l'autel est un acte ecclésial: la communauté de l'Église y est impliquée. C'est donc en Église, ensemble, que nous sommes aussi appelés à le célébrer. Le sacrement implique que nous devenions les "collaborateurs" de l'Esprit. Cette descende de l'Esprit ouvre la possibilité du changement en profondeur du cœur des hommes et donc des sociétés, par la victoire sur la mort que nous apporte le Ressuscité.

La longue file des justes qui ont aimé leur prochain jusqu'à donner leur vie pour eux, comme le Christ, est le témoignage le plus éclatant de la puissance même de Dieu qui opère dans notre faiblesse.

Le sacrement du frère est indissolublement lié au sacrement de l'Autel. Celui-ci permet celui-là et celui-là est la confirmation de celui-ci, son accomplissement. L'histoire de l'Église est là pour l'attester: les communautés chrétiennes vivantes ont toutes porté en elles comme un sacerdoce le souci du service du prochain.

⁽¹⁾ Métropolite Daniel (Cibotea) "Le sacrement du frère" *Contacts*, vol. 46 n° 2, 1994

⁽²⁾ De l'amour des pauvres, cité par Olivier Clément in *Sources, les mystiques chrétiens des origines*, Stock 1982, p. 265.

L'exemple de Mère Marie

La Basiliade de Saint-Basile de Césarée en Cappadoce est le prototype de cette œuvre de service du frère que concurent et encouragèrent les Pères de l'Église. Vaste établissement d'assistance, construit par Basile, qui s'était dépouillé de tous ses biens en faveur des pauvres, autour de l'église qui en constituait le cœur et l'inspiration, la Basiliade est l'image de la nécessaire complémentarité des deux sacrements. Elle est restée dans la mémoire de l'Église comme sa réalisation la plus éclatante.

Dans la tradition russe, le thème du brigand repent est populaire et répandu. Le livre de l'archimandrite Spiridon, *Mes missions en Sibérie*, offre de nombreuses illustrations du repentir de ces brigands. Le chant de *koudeiar* et de *ses douze compagnons* raconte l'histoire de ce brigand qui, après ses méfaits, décide d'entrer au monastère de Solovki. Le Seigneur réveille sa conscience, il abandonne ses compagnons et rentre au monastère pour servir "Dieu et les hommes".

La relation entre les moines et le peuple, dans les monastères orthodoxes, est immédiate et complète. Le moine s'isole pour pouvoir se

consacrer à la prière, mais son isolement n'est pas une fuite, ni un refus du monde. Le pèlerin, l'étranger sont accueillis comme le Christ lui-même. Saint Serge, comme tant de saints de Russie ou de Grèce, place le service du prochain comme une dimension essentielle et indispensable de la vie monastique.

Dans les églises de l'émigration russe en France, le service d'aide sociale faisait partie intégrante de la vie de la communauté paroissiale à côté de la vie liturgique et comme son nécessaire complément.

L'exemple le plus accompli de sacrifice pour le frère est celui de Mère Marie Skobtsov. Moniale orthodoxe russe à Paris, après avoir été mère de famille et présidé le conseil municipal de la ville d'Anapa au bord de la Mer Noire, jeune poétesse appréciée par Alexandre Blok, elle trouvera la mort à Ravensbrück où ses activités en faveur des Juifs avaient fini par la mener. Elle crée, dans les années trente, un centre d'aide, l'"Action orthodoxe", dans le quinzième arrondissement de Paris ⁽³⁾ qui vient secourir les chômeurs et les plus démunis. Pendant la guerre, elle est conduite à protéger des familles juives, ce qui lui vaut d'être arrêtée et envoyée dans les camps d'où elle ne reviendra pas, comme son compagnon de service le Père Dimitri Klépinine ⁽⁴⁾.

Dans les groupes de chrétiens récemment venus au christianisme de l'Union Soviétique qu'il m'a été donné de visiter dans les années quatre-vingt, le service constituait un élément final mais nécessaire de la conversion au Christ. Je me souviens d'un de ces groupes, à Leningrad en 1988 : une vingtaine de jeunes baptisés peu de temps auparavant, à la veille de commencer le service bénévole d'aide aux ma-

lades qu'ils avaient organisé dans un hôpital de la ville où les infirmières manquaient cruellement : *"Pour nous, disaient-ils, voici l'épreuve de l'authenticité de notre conversion. Tout le reste, tout ce qui a précédé : le baptême, l'entrée dans l'Église, ne prend son sens en profondeur que lorsque nous serons capables d'aimer en servant notre prochain"*.

Une situation unique en son genre

L'Église doit redonner toute sa place au sacrement du frère. En Russie, les voies qu'elle suit sont multiples. Le foisonnement des fraternités de service, leurs engagements dans l'aide aux plus démunis, aux prisonniers, aux enfants des rues est un signe de la vitalité de la foi active là-bas. L'implication des communautés monastiques comme des associations de laïcs est souvent exemplaire même si parfois d'autres aspects de la vie de l'Église, comme sa recherche du soutien de l'État, sont plus discutables.

Mais ici ? *"L'Église est appelée à former des hommes éveillés à leurs responsabilités dans la cité, une cité qui devient par ailleurs planétaire"* déclarait le patriarche Athénagoras.

Dans les sociétés repues dans lesquelles nous vivons, l'appel à la célébration du sacrement du frère nous pose la question essentielle : que faisons-nous, nous chrétiens orthodoxes, pour assumer en Église ce service, ici et maintenant ? Les raisons pour lesquelles notre engagement est limité sont multiples. Toutefois, si elles permettent de comprendre notre situation, elles ne l'excusent pas.

⁽³⁾ Exactement au 77, rue de Lourmel où une plaque commémorative vient d'être apposée pour marquer le lieu de son service.

⁽⁴⁾ Voir le livre présentant sa vie et son œuvre : *Le Sacrement du Frère* par mère Marie Skobtsov, "Le Sel de la Terre", Éditions du Cerf (Paris 2001)



Foyer pour sans-abri à Saint-Petersbourg

Photo ACER-RUSSIE

Dans les sociétés occidentales en général et en France en particulier, les chrétiens orthodoxes sont très fortement minoritaires. Issus pour beaucoup d'entre eux des émigrations qui ont afflué en Europe occidentale ou aux États-Unis après les catastrophes politiques ou économiques du XX^e siècle - Russie, Asie Mineure, démocraties populaires d'Europe Centrale, Liban, etc. - ils représentent pour l'Union Européenne, quelque deux millions de fidèles répartis sur l'ensemble de son territoire, sans organisation unifiée, mais divisés en juridictions diverses qui cherchent néanmoins, avec des fortunes diverses, à s'organiser en vue de porter témoignage. Dans ces conditions, en l'absence de base sociale substantielle, le service concret de l'autre doit se tourner vers le prochain inconnu et anonyme, en ignorant toute spécificité religieuse, alors que la quête d'identité et son affirmation incitent, au contraire, au repli sur soi. En outre, mais cela concerne tous les chrétiens attentifs au service du prochain, la prise en charge de l'essentiel de l'aide institutionnelle par l'État conduit à la mise en place de services beaucoup plus spécifiques qui deviennent du même coup plus difficiles à mettre en œuvre.

D'un autre côté, la situation des chrétiens orthodoxes en occident est unique en son genre : toute leur vie ecclésiale est le résultat exclusif du dévouement, du sens du service, de la foi active de beaucoup qui, seuls, ont permis à l'Église de vivre. Celle-ci ne fait l'objet d'aucune sollicitude de quelque pouvoir que ce soit, ni ne recherche l'appui politique de quiconque. Cette situation de grande liberté est un privilège dont il convient de se souvenir et qu'il faut savoir mettre à profit.

Des initiatives diverses ont été prises, comme par exemple "Montgolfière" qui vient en aide aux demandeurs d'asile. Loin des organismes de grandes dimensions pouvant devenir anonymes, l'idée de "Montgolfière" est au contraire, au moyen de nacelles personali-

sées réunissant dix à vingt donateurs, de soutenir des hommes ou des femmes ou des familles, étrangers demandeurs d'asile, jusqu'à la solution de leurs problèmes d'intégration en France. Une relation s'établit entre les participants de la nacelle et celui ou celle qui est pris en charge, au moins partiellement, et se crée alors un véritable lien.

Les voies possibles passent aussi par le constat que si la célébration du sacrement de l'autel n'est pas possible avant le rétablissement de l'unité de tous, celle du sacrement du frère l'est tout à fait. La participation renforcée à un œcuménisme actif au service du frère est sans doute la voie la plus évidente pour que les communautés orthodoxes, en tant que telles, s'impliquent à nouveau dans le service du prochain. Beaucoup des actions menées par les uns ou les autres s'inscrivent déjà dans cette démarche, comme "Montgolfière", petite structure animée en partie par des orthodoxes. La Cimade est un autre exemple de collaboration entre protestants et orthodoxes. L'ACAT aussi où la défense de la dignité de l'homme se vit comme le service du frère souffrant à l'image du Christ. Le service d'aide aux croyants de l'URSS, devenu ACER-Russie, fondé en 1961 par Cyrille Eltchaninoff, récoltait des fonds pour financer des envois de livres d'inspiration religieuse en URSS au temps où leur édition et leur diffusion étaient interdites. Depuis la chute du communisme, le service soutient des initiatives de groupes de chrétiens dans les domaines de l'aide sociale et de l'éducation. Les donateurs sont pour l'essentiel des chrétiens catholiques ou protestants, et le comité de Haut Patronage de ce service réunit les responsables des trois dénominations chrétiennes en France.

Le témoignage de la communauté ecclésiale comme communauté eucharistique s'ouvrant au prochain est cependant essentiel. Nos communautés, sans doute mar-

quées par des siècles de conformisme ritualiste, se définissent par rapport au culte, à la célébration. Or, l'appel de l'Évangile, les exhortations des Pères et les témoignages des saints invitent à un service du frère indissociable du sacrement de l'eucharistie. La prédication et l'exemple de Mère Marie nous le rappellent au XX^e siècle : *"Nous sommes appelés à incarner, d'une manière vivante et créative, les fondements de notre Église : la catholicité ou sobornost et la divino-humanité"*, c'est-à-dire la communion des personnes autour du Dieu fait homme.

Comment le réaliser dans les communautés ecclésiales du XXI^e siècle ? Tenter de faire de ces communautés des lieux pour renaître, selon la belle expression d'Olivier Clément. Des lieux où autour de l'unique nécessaire se partagent aussi les biens pour le service de tous. Des groupes à dimension humaine où se créent des relations qui soient de l'ordre de la fraternité véritable. Des communautés ouvertes vers le prochain, en mesure ensuite d'assumer en tant que communautés un service commun. Des communautés attentives aussi aux problèmes du monde dans lequel elles sont plongées, et que là *"chacun de vous mette au service des autres le don qu'il a reçu"* (1 Pierre, 4, 10).

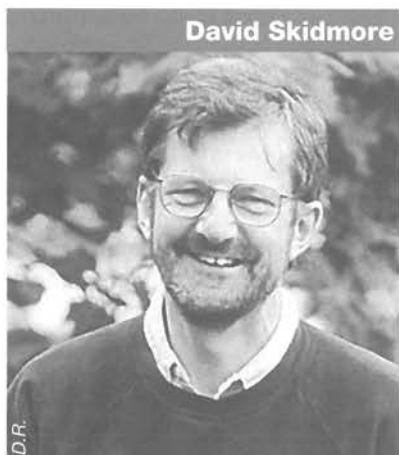
Michel Sollogoub



Un repas chaud pour les enfants des rues à Saint-Petersbourg

Photo ACER-RUSSIE

Expériences récentes de l'Église d'Angleterre



David Skidmore

David Skidmore a été secrétaire général du Conseil de l'Église d'Angleterre pour la responsabilité sociale entre 1989 et mars 2003. Il a également exercé la fonction de président de la Commission œcuménique européenne pour l'Église et la société ; enfin, à la suite de son intégration dans la Conférence des Églises européennes, il est "modérateur" de la Commission Église et Société de cette dernière.

Dans son livre intitulé *La Religion en Grande-Bretagne depuis 1945*, le Dr Grace Davie explore le concept de "croyance sans appartenance". Le niveau de fréquentation des églises, le nombre des baptêmes, des enterrements et des mariages à l'église continuent de diminuer - ce qui paraît confirmer la thèse d'une "laïcisation" inéluctable - tandis que les données tirées d'enquêtes ou d'études continuent au contraire de faire ressortir des niveaux très élevés de croyance en Dieu ou d'importance attribuée à la religion. Tel est donc le contexte dans lequel l'Église d'Angleterre cherche à proclamer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ. Le Dr Rowan Williams a succédé au Dr George Carey comme archevêque de Canterbury, à un moment où l'Église d'Angleterre est confrontée à deux défis d'importance. En premier lieu, comment l'unité peut-elle être préservée dans une Église qui, bien que conduite selon un mode épiscopal, manque de l'autorité structurelle si familière aux catholiques de Rome ? En second lieu, comment faire face aux frais financiers de l'Église ?

Les deux problèmes sont liés, mais il n'existe pas de solution simple, ni à l'un ni à l'autre. Malgré sa forte tradition chrétienne, le Royaume-Uni (hors Irlande du Nord) est une société désormais largement laïcisée et post-chrétienne dans ses postulats. On peut même dire que la compréhension de base des fondements de la doctrine chrétienne et de la Bible est étrangère à une vaste frange de la population. Comment l'Église va-t-elle dès lors pouvoir - elle qui est par nature traditionnelle - parler un langage susceptible d'être réellement compris, notamment auprès des jeunes ? La question revêt une urgence certaine si l'Église veut effectivement remplir sa mission qui est de prêcher la Parole. Et aussi, dans une optique d'intérêts plus concrets, si l'Église ne parvient pas à remplir cette tâche, elle manquera de ressources, tant humaines que financières, pour maintenir à l'avenir la présence qui est encore la sienne.

Le Dr Carey a réussi à maintenir l'unité de l'Église anglicane malgré les graves désaccords qui la divisaient. Parmi eux, l'ordination des femmes et la place des homosexuels, en particulier la place dans la vie de l'Église de ceux qui sont ordonnés. L'opposition au premier de ces deux points venait pour une large part, mais non exclusivement, de "l'aile catholique" de l'Église d'Angleterre, alors que les évangéliques conservateurs et "protestants" étaient davantage heurtés par le second point, considérant qu'une acceptation par trop libérale de

comportements nettement condamnés dans la Bible n'était pas souhaitable. Ces luttes ont non seulement absorbé beaucoup de temps et d'énergie - les journalistes en ont été bien aises - mais elles ont aussi rendu plus difficile un accord sur les priorités à retenir pour l'Église. Le programme énergique de réorganisation du Dr Carey a entraîné la naissance d'un "Conseil des Archevêques" (qualifié par des journalistes peu charitables de "Curie de Carey"). Ce Conseil était destiné à définir une politique et à s'assurer des moyens disponibles pour la mettre en œuvre.

Malgré quelques solides réalisations - l'ordination de femmes, mais aussi un grand programme de réformes liturgiques (où le livre *Culte commun* répond habilement aux critiques de l'autre manuel, plus moderniste, en réintroduisant des éléments du traditionnel *Livre de la prière ordinaire*, tout en restant accessible à un public moderne), et des progrès dans le sens d'une stratégie plus "pointue" des médias et des relations publiques - il n'y a eu que peu de signes allant dans le sens d'une plus grande unité au sein de l'Église ou, de manière plus cruciale, il n'y a guère eu de signe tangible que le monde extérieur à l'Église était à l'écoute de son propos. Cela s'explique en partie par les désaccords sur la "langue" à employer. Les évangéliques (qui représentent la partie en croissance rapide et la plus "en confiance") ont mis l'accent sur l'évangélisation directe et explicite,

tandis que leurs critiques voyaient des preuves que cette approche (qui s'inspire souvent des "télévangélistes américains") repoussait les non-engagés et les confirmait dans leur conviction que la religion n'a rien à leur offrir. Ces critiques avaient une préférence pour une évangélisation plus implicite, fondée sur la conception traditionnelle que l'Église d'Angleterre avait d'elle-même, en sa qualité d'Église nationale, présente à travers son système de paroisses dans tous les recoins du pays. La tâche la plus importante à leurs yeux était d'être "présent", non seulement par une implication dans la communauté et une action en faveur de la justice sociale, mais aussi par la disponibilité du prêtre dans son rôle de pasteur, et ceci envers tous, qu'ils fassent ou non montre d'un engagement chrétien formel. Ce désaccord s'est reflété dans maints dé-

bats, notamment à propos du baptême et du mariage. Le premier groupe (qualifié de "sectaire" par ses critiques) souhaite faire de la congrégation locale un club plus exclusif, doté de règles claires, avec une cotisation de membre, tandis que l'autre groupe s'attache à un engagement envers une Église d'acception plus large, ayant pour mission de servir la nation tout entière, indépendamment de toute fréquentation religieuse.

Ce "congrégationalisme" croissant au sein de l'Église d'Angleterre a eu deux conséquences que l'on peut qualifier de graves : tout d'abord, les évêques n'ont pas été en mesure de s'appuyer sur l'autorité de leur charge lorsqu'ils ont voulu montrer la voie. La plupart des anglicans conservent certes un sens aigu de la loyauté, mais il existe une minorité bruyante, voire vociférante, qui préfère prendre ap-

pui sur sa propre connaissance de la volonté de Dieu plutôt que sur le point de vue des évêques "libéraux". En second lieu, une Église nationale qui, à la différence de ce qui se passe en Allemagne et en Scandinavie, s'appuie sur un système de "contribution volontaire", trouve que beaucoup de congrégations ne sont pas disposées à faire des dons très généreux à "l'Église" en général, même si elles apportent fréquemment leur soutien à leurs propres activités de congrégation avec beaucoup d'enthousiasme.

Quels sont donc les grands défis sociaux auxquels l'Église d'Angleterre a essayé de répondre ? Dans l'arène politique, les dernières années ont été dominées par Tony Blair et son projet de "Nouveau Travailleisme". Les relations n'ont pas manqué d'intérêt. Nous n'en sommes décidément plus du tout au temps où l'on pouvait faire passer



Westminster Abbey à Londres

Photo G. Miché

l'Église d'Angleterre pour "le parti conservateur en prière". M^{me} Thatcher ne parvenait guère à cacher son mépris pour une Église apparemment si peu disposée à embrasser son évangile à elle, fait d'individualisme, d'indépendance et de solutions laissées au marché. M. Blair, qui a épousé une catholique, et qui ne cache pas que la religion lui tient à cœur, pouvait s'attendre à des relations plus faciles. Cela s'est vérifié de bien des manières, mais il vaut la peine d'être noté qu'il y a eu un certain nombre de points de tension :

- L'exemple le plus récent a été la guerre contre l'Irak. La plupart des évêques anglicans, tout comme les responsables de beaucoup d'autres Églises, étaient loin d'être convaincus qu'il s'agissait d'un "cas de guerre", bien qu'ils ne doutassent pas du caractère odieux du régime de Saddam Hussein. Leur opposition a été d'autant plus frappante que M. Blair tendait à plaider pour la guerre, non pas tant en termes d'intérêt national pour la Grande-Bretagne que sur un plan moral ("c'est ce qu'il est juste de faire").

- Le "nouveau" parti travailliste reste, on le voit bien, un parti social démocrate, mais M. Blair n'emploie jamais explicitement le langage du socialisme. Il est important de se remémorer quelle part de l'héritage thatcherien a été retenue, voire étendue. Ainsi les syndicats continuent-ils de soutenir le parti travailliste (y compris financièrement), mais la ferme résistance du gouvernement Blair face aux exigences des pompiers et d'autres travailleurs du secteur public en matière d'augmentations de salaires est motivée - au moins en partie - par la crainte que les journaux tabloïds et les commentateurs financiers puissent penser à un certain retour à "l'ancien" parti travailliste. L'Église a fait peu de commentaires publics sur le sujet, mais les prêtres, ainsi que d'autres travailleurs de l'Église proches des membres les plus démunis de la société, craignent que les valeurs tra-



Les migrants ne votent pas

Photo L'Osservatore romano

ditionnelles de solidarité sociale et de compassion ne continuent de s'éroder. De manière similaire, les mesures gouvernementales destinées à réduire le chômage ont été bien accueillies, mais il existe des points préoccupants, notamment celui de savoir si un accent excessif sur le travail comme seul moyen de sortir de la pauvreté n'est pas en train de détourner l'attention de certains problèmes comme l'équilibre entre la vie et le travail (les Britanniques ont les horaires de travail les plus longs d'Europe). Cet aspect est particulièrement flagrant pour les familles monoparentales et celles recevant de bas salaires (le salaire minimum introduit par le gouvernement Blair a été fixé à un niveau qu'on peut qualifier de particulièrement "prudent").

- Le problème des immigrants et des demandeurs d'asile illustre également ce point. Les politiciens savent qu'il n'y a pas de votes supplémentaires à espérer en adressant des marques de sympathie à de telles personnes, et ils ont laissé à l'Église et aux organisations humanitaires le soin de faire acte de tolérance et de générosité. L'absence de direction imprimée par les politiques - qui

soit une recherche pour éduquer l'opinion, plutôt que de se contenter de la suivre - a empêché peu ou prou le développement d'un débat sur les choix possibles à l'ère de la globalisation, de la guerre civile et des violations des droits de l'homme dans de très nombreux pays.

- L'absence d'opposition effective au Parlement et dans le pays dans son ensemble convient évidemment au gouvernement, mais ce n'est pas sain pour la démocratie. Bien que M. Blair ait tenu la promesse de son parti de déléguer certains pouvoirs par le rétablissement d'un Parlement écossais, (sous forme d'une part importante de pouvoir législatif et même de certains pouvoirs limités de lever des impôts), sans parler du rétablissement d'une Assemblée galloise (aux pouvoirs nettement plus restreints), la Grande-Bretagne reste un pays de pouvoir très fortement centralisé. Malgré sa rhétorique du "choix", notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, le gouvernement aime conserver la maîtrise sur tout. Les collectivités locales - jadis composants essentiels de la société civile - en sont désormais réduites à gérer les déci-

sions imposées depuis Londres. Cela provient pour une part de "l'amélioration des services publics" (santé, éducation et transports en particulier), qui sont à juste titre censés être le terrain où se joueront les prochaines élections générales, et le gouvernement craint que, s'il ne fixe pas constamment des "objectifs", et s'il ne contrôle pas de près les réalisations, le jugement de l'électorat lui sera défavorable. C'est dans ce contexte que les évêques anglicans ont souvent joué un rôle important - à la fois au plan local de leurs diocèses et au Parlement, dans le rôle de membres de la Chambre des Pairs (qui n'est d'ailleurs que partiellement réformée) - en posant des questions que nul autre ne pose.

- En dépit de sa prédominance électorale et parlementaire, M. Blair est à la tête d'une société qui paraît en avoir plus qu'assez des politiques. La proportion de gens qui se donnent la peine de voter continue de régresser, notamment chez les jeunes. L'ère des idéaux, des grandes causes et des grandes perspectives paraît révolue (même si l'opposition à la guerre contre l'Irak l'a fait brièvement revivre) et c'est peut-être là que le triomphe de l'individualisme et du consumérisme est le plus visible : les gens exigent des résultats de la part des hommes politiques, mais ne manifestent pas d'intérêt pour le processus par lequel ces résultats peuvent être obtenus. Dans un tel contexte, aussi pragmatique que dénué d'idéologie, il reste à examiner si les Églises peuvent contribuer à promouvoir un débat plus large et de meilleure qualité sur le plan de l'information. Ainsi est-il évident pour quiconque traverse la Grande-Bretagne en chemin de fer que le pays a souffert de sous-investissement pendant de longues années. Mon impression est que les politiciens continuent de discuter des avantages de la "privatisation" ou d'une fiscalité basse, plutôt que de faire face aux besoins urgents de mettre de l'argent en quantité dans les services publics.

J'espère que ces exemples contribueront à donner une idée du contexte dans lequel l'Église d'Angleterre poursuit aujourd'hui sa mission. Il sera peut-être évident que les tendances que j'ai décrites rendent de plus en plus difficile l'énonciation d'une théologie s'appliquant au domaine public. Il est frappant de constater que l'apparition d'une communauté musulmane plus confiante en Grande-Bretagne a obligé le gouvernement (notamment à la suite des événements du 11 septembre 2001 et, plus récemment de la guerre en Irak) à essayer de comprendre comment la revendication de vérité fondée sur la religion peut avoir des implications dans le domaine public. L'individualisme libéral avait dominé les approches britanniques de la religion pendant de nombreuses décennies. C'est pourquoi, quand le Parlement examine la loi sur le divorce, l'avortement ou les problèmes relatifs à la conception assistée ou à l'embryologie, il est admis que les individus puissent avoir "en conscience" des objections à l'égard de certaines pratiques, mais l'idée que la loi, expression de la règle publique, puisse être *déterminée* par des convictions trouvant leur source dans la religion est aujourd'hui quasi-étrangère.

Vous serez peut-être surpris que je n'aie rien dit des relations de la Grande-Bretagne avec le reste de l'Europe, notamment l'Union Européenne : n'était-ce pas, après tout, le rocher sur lequel est venu se fracasser le parti conservateur, d'abord sous M^{me} Thatcher, et de manière plus spectaculaire, sous John Major ? Il ne faut pas craindre d'affirmer que, d'un certain point de vue, la "prouesse" réalisée par M. Blair a été de relativiser l'importance du problème européen. Toutefois, même avant que se fassent jour les profondes divisions à propos de l'Irak (qui ont éloigné toute perspective de politique étrangère et de sécurité commune), il était clair que la question de

l'Europe ne pourrait pas être indéfiniment remise à plus tard dans le débat politique britannique. Le résultat des travaux de la Convention de M. Giscard d'Estaing sur l'avenir de l'Europe n'est pas encore connu mais les problèmes qui y sont associés en termes d'élargissement, d'architecture institutionnelle et de financement, sont évidemment d'une importance cruciale pour toute l'Europe, à commencer par la Grande-Bretagne. Il en est de même de l'éventuelle entrée de la Grande-Bretagne dans la zone euro. Comme il serait bon de voir et de penser que l'Église a joué un rôle important dans tous ces débats ! Cependant, en dehors de quelques tentatives de la part des évêques pour alimenter le débat, l'Église s'est en général réfugiée dans le silence. C'est pourquoi il n'est pas sans intérêt de noter que l'Europe peut prendre l'Église au dépourvu. J'aperçois deux exemples illustrant ce point : la décision de la Cour européenne des Droits de l'homme de juillet 2002 tendant à exiger du Royaume-Uni qu'il accorde la protection de plein droit aux transsexuels - y compris le droit au mariage - n'était pas inattendue, mais elle a entraîné de graves préoccupations dans certaines parties de l'Église. D'une manière similaire, la Directive sur l'emploi (acceptée pendant la présidence française, au moment où M^{me} Aubry était ministre de l'emploi) est considérée par bien des avocats de la cause des Droits de l'homme comme le prolongement logique de la législation antérieure, protégeant les salariés vulnérables. Ses dispositions, proscrivant la discrimination fondée sur la religion ou l'orientation sexuelle, ont cependant pris beaucoup de chrétiens par surprise et servent, de ce fait de rappel des défis perpétuellement changeants auxquels fait face l'Église dans son effort de proclamation de l'Évangile dans la société d'aujourd'hui.

David Skidmore

L'Église ne peut être que diaconale



pasteur Mollet

Quel lien entre Évangile et valeurs sociales, au moment même où les valeurs fondatrices du vivre ensemble, du "faire société" (selon la belle expression de François Bloch-Lainé) - à commencer par les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité, ou plus largement les valeurs déclinées dans les textes universels de déclarations des droits de l'être humain - semblent subir une crise provoquée par l'air du temps ?

Que deviennent, dans le contexte socio-économique qui est le nôtre aujourd'hui, les valeurs d'altérité, de respect, de dignité, de solidarité, de justice et d'équité ? Que deviennent la notion d'accueil de l'autre, la place réservée "aux plus petits", tels que Jésus les nomme dans le 25^e chapitre de l'Évangile selon Matthieu et auxquels il s'identifie ?

On ne peut que constater la filiation entre l'amour du prochain, l'une des valeurs évangéliques

Dans cette contribution, c'est du point de vue de la diaconie - et particulièrement dans son activité sociale plutôt que médico-sociale ou sanitaire - que le lien entre Évangile et valeurs sociales sera interrogé. Par le terme de diaconie, j'entends l'ensemble des actions et services rendus par des associations et des fondations d'entraide et de solidarité que les Églises protestantes ont fait naître, depuis le XIX^e siècle, alors même que l'État prenait sa part de ce qui avait été jusqu'alors l'apanage quasi-exclusif des mouvements confessionnels.

fondamentales, et les valeurs sociales déclinées dans les diverses déclarations, à commencer par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamée par la République française, dans laquelle on trouvera les influences rédactionnelles de personnalités comme Rabaut-Saint-Étienne et l'abbé Grégoire.

Le lien entre Évangile et valeurs sociales, ou pour dire autrement, entre foi et citoyenneté, s'avère dès lors évident, quoique non exempt de tensions, ces tensions s'étant exprimées diversement à travers l'histoire. Ce lien suppose un engagement radical, politique (au sens propre du terme) qui s'exprime par une proximité revendiquée avec tous les êtres humains pour lesquels ces valeurs sociales ne seraient pas appliquées. Dans la période montante du nazisme, en avril 1933, le théologien allemand Dietrich Bonhoeffer interpelle ainsi clairement son Église : *"L'Église est redevable sans limite d'un service envers les victimes de tout ordre social, même lorsqu'elles n'appartiennent pas à la communauté chrétienne"*. Il précise que l'Église a obligation *"non seulement de panser les victimes tombées sous la roue, mais de mettre un frein à la roue elle-même"*. À une telle déclaration, l'Église évangélique allemande n'opposa, jusqu'à la Déclaration de Barmen, que son silence.

Plus près de nous et à l'instar des

"fraternités" de la Mission populaire évangélique, l'Église réformée de France - qui précise dans sa Déclaration de foi qu'elle entend "lutter contre les fléaux sociaux" - va ouvrir à partir de 1970 des lieux ecclésiaux polyvalents animés par des ministres socialement engagés dans les quartiers périphériques des grandes villes afin de rejoindre les hommes et les femmes au plus près de la réalité de leur vie. Souci de proximité, d'articulation concrète du lien entre Évangile et valeurs sociales, d'animation et d'échanges reposant sur les techniques d'éducation populaire et sur une diaconie "légère". En 1975, c'est dans ces lieux que les Églises protestantes ont vu apparaître les "nouvelles pauvretés". Utiles dans l'action sociale, les "chrétiens citoyens" ne se sont pas contentés d'une action palliative, réparatrice, "caritative". Ils ont considéré que leur devoir était aussi d'alerter, d'interpeller les pouvoirs publics et l'opinion, dès lors que les réponses développées s'avéraient, à l'aune de leurs convictions et de leur compréhension, des valeurs sociales inadaptables ou trop lentes à venir. Les tensions rencontrées alors vont être de plusieurs ordres : l'institution reprochera rapidement à ces postes de "faire de la politique" dès lors qu'ils veulent s'impliquer dans la vie du quartier et des instances de la société civile, voire faire une lecture critique de la politique sociale

du gouvernement. D'un autre côté, le partage des convictions au sein d'un milieu majoritairement déchristianisé sera suspecté de ne pas respecter la laïcité dont les règles vont progressivement souffrir d'être d'abord mal comprises, puis de plus en plus totalement ignorées (la laïcité n'étant plus enseignée), y compris par ceux-là même qui devraient en être les garants.

Ces lieux, qui furent des lieux pilotes quoique marginaux, sont aujourd'hui affaiblis, non pas par retrait de la puissance publique - celle-ci les reconnaît encore largement comme des interlocuteurs indispensables et peut subventionner partiellement leur action sociale - mais par les institutions ecclésiales elles-mêmes qui n'accompagnent plus guère leur nécessaire évolution, comme par le non-renouvellement de leurs communautés bénévoles porteuses du sens : leurs acteurs (pas nécessairement chrétiens) se sont professionnalisés, leurs militants et donateurs vieillissent, les nouvelles générations de pasteurs ne se montrent plus intéressées par ce type d'engagement missionnaire et diaconal qui, il est vrai, s'apprend bien peu en faculté de théologie.

Cela signifierait-il que les Églises désertent ce lien, dans sa dimension active et concrète, entre Évangile et valeurs sociales, alors même que les tensions dans les quartiers dénommés aujourd'hui "sensibles" sont de plus en plus marquées ? Force est de constater que c'est largement le cas pour les Églises protestantes "historiques". Églises affaiblies, associations diaconales appauvries, par manque de sang neuf et d'énergie renouvelant le projet. Par contre, de nouvelles ecclésioles chrétiennes, souvent issues de milieux ethniques homogènes, parfois charismatiques, parfois fondamentalistes, toujours discrètes, se développent et effectuent un travail de soutien effectif avec lesquelles le christianisme institutionnel ou les mouvements sociaux n'ont jusqu'ici que peu de liens.

L'Église ne peut être pourtant que

diaconale. La diaconie fait partie de son être, puisqu'elle est au service de Jésus-Christ, serviteur et sauveur de ce monde, ce Jésus-diacre qui dit de lui-même : *"Moi, je me tiens au milieu de vous à la place de celui qui sert"* (Luc 22, 27). Cette diaconie de l'Église devrait s'incarner dans l'engagement de tous les croyants laïcs - le sacerdoce universel - dans la double mission de proclamation de la Parole et de service du prochain. Mais on l'a vu, ces Églises semblent donc, elles-mêmes, touchées par l'air du temps qui affecte notre société en général : croissance des individualismes au sein d'un système unique néo-libéral. Même la construction de l'Union européenne est affectée puisque le "principe de concurrence" est aujourd'hui son principal pilier. En macroéconomie, les effets constatés par la subordination de toute action politique à la seule notion économique de croissance dans une dimension mondialisée conduisent à une disjonction de plus en plus sensible entre ceux à qui le système profite et ceux laissés au bord du chemin, ou pour le dire autrement, entre êtres humains utiles et êtres humains inutiles. Et la diaconie est bien placée pour constater, au quotidien, les dégâts et les souffrances provoqués par un tel fonctionnement social.

Il ne devrait pas y avoir là de pensée unique, pourtant : l'éthicien Éric Fuchs rappelle que le Nouveau Testament propose plusieurs modèles éthiques fondés sur l'amour du prochain, bien loin de tout conservatisme identitaire ou de toute religiosité de convenance. L'enjeu est de retrouver la force initiale des premiers temps de l'Église, avec une éthique fondée sur la pratique de la réconciliation et de l'accueil pour guérir des exclusions et des violences, avec "une primauté de l'amour sur toute autre vertu" et dans une tension, une limite, entre liberté et altérité d'une part, et "la morale" comme prétention à imposer le bien, d'autre part. Éthique de reconnaissance donc, ou pour em-

ployer un terme cher à Paul Ricœur, de "sollicitude", plutôt que de compassion. Revenir ainsi enfin à une conscience de droits égaux pour tous - ce qui ne va pas sans une reconnaissance de sa propre vulnérabilité - contre la modernité qui "pervertit tous ses idéaux fondateurs".

Tendances lourdes et conséquences sociales à l'œuvre aujourd'hui

Quant aux politiques sociales de la société française de cette dernière décennie, quelques tendances lourdes viennent interpeller le lien entre Évangile et valeurs sociales et font violence. Et même si cette violence est "invisible", elle n'en est pas moins destructrice de lien social et de solidarité, comme de défiance du sentiment commun d'appartenir à une même communauté de destin.

Notons en premier lieu que la notion de bien commun, d'intérêt général est en crise. Celle-ci peut se constater dans deux domaines principaux : les services publics et la protection sociale. Par un légitime souci de rationalisation publique (qui devient, par dérive économique, un souci de rentabilité) les transports publics, la poste, le téléphone, la santé publique - pour citer quelques services publics - et l'assurance maladie, l'assurance chômage, le financement des retraites - pour citer quelques systèmes de protection sociale auxquels on pourrait ajouter d'autres domaines qui représentent ensemble le socle de la solidarité nationale - doivent non seulement viser l'équilibre, mais ne pas coûter trop cher, afin que le poids de la fiscalité qui les finançait puisse diminuer. L'objectif avoué est que chacun puisse mieux disposer, de manière autonome (on se rappellera utilement qu'autonomie signifie d'abord "le droit de se gouverner par ses propres lois") de ses propres revenus pour financer son propre système personnel de protection des risques.



Une "éthique de sollicitude"

Photo L'Osservatore romano

On peut citer quelques autres domaines tout autant problématiques. À côté de celles et ceux qu'on nomme de plus en plus banalement "exclus", dépendant totalement du revenu minimum, de la débrouille, de la charité ou de quelque économie parallèle, et qui est un scandale (au sens biblique du terme) en soi, une part de plus en plus importante du marché du travail se précarise : restructurations et plans sociaux lourds dans lesquels on écarte ceux qui sont dorénavant inutiles. On voit apparaître des contrats de plus en plus précaires, du temps partiel subi, et des "travailleurs pauvres". Si notre société voit l'espérance de vie de ses membres s'accroître à une vitesse très importante, les questions de vieillissement et de dépendance pèsent économiquement de plus en plus lourd. Mais le débat public nécessaire qui viendrait ici intégrer et donner sens à

cette mutation fondamentale - dans laquelle on devrait être au bénéfice de liens intergénérationnels renouvelés - n'a pas (encore) eu lieu et se limite pour l'instant à l'équation insoluble, pour les conseils généraux, des vieux qui coûtent (trop) cher. Mêmes constats problématiques pour les dépenses de santé, l'immigration et la gestion des flux migratoires, la politique à l'égard des jeunes, l'intégration des personnes en situation de handicap.

Cette dernière situation mérite qu'on s'y arrête, afin de nommer le débat qui devrait avoir lieu, en terme de lien entre Évangile et valeurs sociales. Pour faire court, le débat oppose deux notions a priori contradictoires : l'accessibilité et la compensation. L'accessibilité voudrait, idéalement, que toute personne handicapée, reconnue comme membre à part entière du corps social, puisse accéder à tout service

ou droit au même titre que toute personne qui n'est pas handicapée. La compensation ne pourrait alors être envisagée, dans une stricte application de la notion d'équité, que lorsque l'accès au droit commun ne pourrait pas être assuré. Ce débat est loin d'être seulement théorique : il commence même au seuil de nos lieux d'Église dont bon nombre ne sont pas équipés pour accueillir des fauteuils roulants ou des personnes malentendantes ! Mais ce débat de société n'est pas véritablement relevé : il est moins difficile de compenser le handicap, même de manière désordonnée, que d'œuvrer à une véritable égalité des chances.

Une dernière précision qui peut donner à réfléchir en termes de valeurs sociales. On voit se manifester de manière ténue, dans les toutes dernières lois concernant la sécurité intérieure, une "moralisa-

tion" des problèmes, sélective, qui provoque une véritable catégorisation des pauvres : d'un côté ceux qui seraient considérés comme strictement victimes des problèmes auxquels ils sont confrontés (implicitement : "ils n'y sont pour rien et demeurent dignes d'être secourus") et ceux qui, soupçonnés de ne pas y être pour rien (mendiants, toxicomanes, prostitués) pourraient être ainsi soit incriminés (Loïc Wacquant dénonce à ce propos la "criminalisation de la pauvreté") soit abandonnés à un dernier filet de protection : la charité privée.

Ce qui nous amène à explorer une autre mutation de la problématique, plus subtile, car elle vient interroger nos propres perceptions des valeurs sociales comme nos pratiques : aux retraits constatés de la solidarité publique, vient s'articuler - et s'opposer - la montée de la philanthropie privée. Si la générosité privée (et particulièrement chrétienne) et la solidarité publique se sont jusqu'alors exercées de conserve, la plupart du temps dans des champs complémentaires et non concurrents, on voit désormais naître l'espoir, explicitement exprimé récemment par le deuxième personnage de l'État, que celle-là prenne le relais de celle-ci, et reposant sur la contribution individuelle privée ou la capacité contributive du mécénat d'entreprise par le biais de fondations, et assorties de déductibilité fiscale. Cette générosité-là ne serait pas problématique (et les moyens d'action de la diaconie ont heureusement toujours largement reposé sur elle) si elle n'induisait pas une possible sélectivité des causes à défendre, contraire au principe de non-discrimination.

Perspectives, défis

La diaconie souffre de sa modestie : elle ne se met pas en avant et cela lui joue des tours. Elle est aussi pragmatique, et narrative, plus qu'analytique. Quand elle prend la parole, l'expérience vécue est première. Elle devrait savoir ainsi faire naître, à l'écoute de tant de souf-



Que deviennent les valeurs de respect, de dignité, de solidarité ?

Photo S. Martineau

frances - et aussi de tant de ressources inattendues - de nouvelles ouvertures, de nouvelles alliances, et pourquoi pas une herméneutique et de nouvelles capacités d'analyses contextuelles articulées avec la narration évangélique.

"L'usager est au centre" proclament tous les nouveaux textes législatifs et chartes. La place réservée à l'usager traduit une certaine idée de la personne humaine : une compréhension chrétienne de la dignité humaine peut-elle ici apporter un éclairage décisif ? Notre contribution viserait alors à déjouer l'aspect incantatoire ou de "bonne conscience" de telles déclarations et pourrait aussi singulièrement révéler à quel point les personnes démunies peuvent faire preuve de force créatrice, d'humour, d'hospitalité et de sincérité, alors même qu'elles sont tant stigmatisées. Mais ceci ne serait possible qu'à une condition : que nous formions, avec ces usagers, des communautés d'égaux et des communautés conviviales. Ceci est-il à notre portée ?

Au-delà des débats d'une action diaconale intra ou extra-communautaire, les valeurs sociales que nous partageons avec tant de compagnons de route qui ne partagent pas nécessairement notre foi, nous appellent à une contribution spécifique : toujours chercher à inventer des rapports au sein desquels

l'autre est d'abord un frère ou une sœur : ni seulement un usager, ni un client, ni a fortiori un "problème". Ceci s'accomplit souvent dans une laïcité ouverte impliquant un non-confessionnalisme dès que l'on accueille des personnes de toutes origines. Ce qui n'empêche nullement d'engager un dialogue sur les convictions et valeurs qui nous animent. Alors même que le danger n'a jamais été aussi grand de voir toute diaconie faire l'objet de soupçons quant aux dangers de manipulation ou de dérive auxquelles elle pourrait donner lieu.

Mais ce débat, qui permettrait de déjouer bien des risques réels (et des fantasmes) de communautarisme ou de sectarisme, n'a pas encore eu lieu.

Robert Mollet

Secrétaire général
Fédération d'Entraide protestante

Éléments bibliographiques :

Dietrich Bonhoeffer, *Textes choisis*, Labor et Fides, Genève, 1978.

Éric Fuchs, *L'éthique chrétienne*, Labor et Fides, Genève, 2002.

Paolo Ricca, *Acteurs de la Parole*, Les Bergers et les Mages, Paris, 1999, (en particulier le chapitre intitulé "Jésus le Diacre", pages 37-47).

Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère*, Raisons d'Agir, Paris, 1999.

Dans la vie quotidienne, les signes du Royaume qui vient

Emmanuel Westphal



Les chrétiens ont toujours eu le souci de vivre leur foi en s'engageant sur un plan social dans la société. Bien des communautés dans l'Église catholique ont éprouvé comme un appel cette nécessité de sortir des limites du monastère, d'un cadre moral ou ecclésial trop étroit, pour rejoindre les hommes et les femmes dans leurs problèmes quotidiens. Le Concile de Vatican II leur en a donné largement l'occasion, mais de telles ouvertures s'étaient produites aussi bien auparavant. De leur côté, les protestants, à la suite des réformateurs qui avaient dénoncé certains dangers de la vie religieuse, considéraient que toute activité dans le monde peut être le lieu de l'accomplissement d'une vocation que Dieu adresse à l'homme pour qu'il en vive et la réalise. Comme le disait le pasteur Michel Bertrand, il ne s'agit plus de *changer de monde* mais de *changer le monde*. Cette transformation n'est pas tant l'œuvre de telle ou telle institution, quelle qu'en soit l'importance, que le fruit de ministères souvent humbles et discrets. Le champ de Dieu s'en trouve élargi et l'Église appelée à regarder bien au-delà de

Les chrétiens s'engagent dans le champ de l'action sociale au nom du Christ, et cela colore toute leur action. Emmanuel Westphal, major de l'Armée du Salut, explique ci-dessous pourquoi il est important de le dire, puisque c'est dans sa relation à Dieu que chaque homme trouve sa dignité.

son enclos. *"Le monde est ma paroisse"* aimait à dire John Wesley dont la prédication "revivaliste" avait su atteindre le cœur des ouvriers. L'Église découvre alors qu'elle ne doit jamais cesser de se convertir, à l'image de Jésus lui-même que l'évangéliste Marc nous présente rejetant la femme cananéenne, prisonnier d'une conception trop étriquée de sa mission, qui ne lui permettait pas d'envisager que le message de salut, de restauration et d'espérance s'adresse à chacun : *"Ce n'est pas bien de prendre le pain des petits enfants et de le donner aux petits chiens"*. Malgré cela, la femme insiste, là où n'importe qui d'autre se serait enfui, blessé à jamais : *"Seigneur, les miettes, juste les miettes qui tombent de la table, ça me suffit..."* (Marc 7,27-28). Comme Jésus, l'Église doit apprendre à se laisser déplacer, à ne pas reculer devant celui qui n'est pas de la même culture, de la même religion, ou dont la personne a été abîmée par les blessures de la vie. C'est d'abord vers eux qu'elle est envoyée, se rappelant que *"la dignité est par essence une valeur fondamentale qui considère chaque personne humaine comme non réductible à ses difficultés, ses souffrances"*.⁽¹⁾ Pourtant, il va de soi que l'engagement social n'est pas le domaine exclusif des chrétiens ou des Églises. Ils le partagent avec beaucoup d'autres qui, au nom d'un idéal humaniste ou politique, cherchent aussi les voies les meilleures pour soulager la souffrance, renforcer le lien social et permettre un

mieux vivre ensemble. Certains chrétiens se demandent du reste s'ils ont quoi que ce soit à apporter de façon spécifique. Lorsque la question fut posée dans un sondage à l'occasion des Semaines Sociales de France en 1999, la réponse largement majoritaire fut : *"On n'attend rien de vous!"*. Soit. Une telle réponse peut s'expliquer par le fait que les gens associent souvent les chrétiens à une religion institutionnelle. Ceux-ci, même s'ils recherchent de nouvelles formes du religieux, se méfient de toute forme d'institution, qu'elle soit politique ou religieuse. Nous pouvons cependant nous demander si les valeurs chrétiennes ont été à ce point digérées que les chrétiens ne semblent plus avoir quoi que ce soit à apporter de spécifique aux questions et besoins de notre temps. Notre société est marquée par la sécularisation ; c'est "un monde sorti de Dieu" comme le disait Émile Poulat. La prise en charge des personnes en situation de souffrance ou de dépendance par un État providence a pour conséquence que l'intervention des chrétiens auprès des personnes les plus fragiles ou démunies est moins attendue qu'elle ne l'a été. La plupart des œuvres sociales sont aujourd'hui financées par l'État. Une compréhension rigoriste de la laïcité a eu pour effet que certaines œuvres sociales d'inspiration chrétienne se sont senties obligées de se soumettre à une mise en sourdine de leurs convictions profondes.

⁽¹⁾ Projet de la Fondation de l'Armée du Salut.



Avec une jeune tsigane

Photo Ruud Tinga/Armée du Salut

Geneviève Médevielle parle d'«*un véritable écartèlement vécu dans les communautés chrétiennes entre une laïcisation extrême de la réflexion sur l'agir, ou sa «respiritualisation» massive par de nouveaux courants porteurs d'une forte exigence identitaire*». Cette recherche de mise en adéquation avec l'idéologie laïque laisse des traces. Ainsi, dans le projet de la Fondation de l'Armée du Salut, on peut lire que «*les valeurs humanistes concordent ici parfaitement avec les valeurs chrétiennes*». À terme, il risque de s'en suivre la perte ou l'oubli de la motivation initiale, ou de réduire le ministère des aumôneries - lorsqu'il en existe encore - à une simple «offre de service».

Cela signifierait-il que le fait d'être chrétien ne relève que de la sphère privée, individuelle, que si l'Évangile peut être une inspiration, une ressource intérieure à laquelle on peut se renouveler, en faire état n'est pas de mise ? À trop se résoudre à ce que Robert Rochefort appelle une «*ecclésiologie de l'enfouissement*», les chrétiens courent le risque d'être refoulés vers l'en-

clos de leurs églises. Aujourd'hui, s'ils ne disent pas au nom de qui ils agissent, ce qui donne sens à leur action, personne ne le devinera ; ils peuvent le faire tout en gardant le plus grand respect pour autrui, pour sa spiritualité propre ou son incroyance. Les chrétiens ont plus à partager que les valeurs humanistes. Comme l'écrivait Dietrich Bonhoeffer dans une de ses lettres de prison, c'est dans les réalités avant-dernières que ceux-ci sont invités à suivre le Christ et à témoigner de leur espérance :

«Nous devrions parler de Dieu non aux frontières de notre vie mais au centre, non dans notre faiblesse mais dans notre force, non dans la mort et la faute mais dans la vie et la bonté des humains. Aux frontières, il me semble meilleur de garder le silence et de laisser l'insoluble sans solution».⁽²⁾

Nous devons donc en venir à la manière dont l'Évangile rejoint nos valeurs sociales, les interpelle et les dépasse. Voici quelques corrélatons critiques entre la situation contemporaine et les valeurs chrétiennes.

L'homme au centre du développement

Nous savons la valeur que nos contemporains confèrent à la santé, à commencer par la santé du corps. Il suffit de voir les vœux que s'adressent les gens au début d'une nouvelle année, la plupart du temps, pour se souhaiter une bonne santé. La raison en est simple : nous n'avons qu'une vie et nous voulons en tirer le meilleur parti possible, et le plus longtemps possible. Mais qu'entendons-nous par santé ? La santé est plus que l'absence de maladie. Elle comprend un certain état de contentement et de confiance en l'avenir - d'où l'utilisation de ce terme dans le langage économique. Une idée ambiguë puisque beaucoup pensent que lorsqu'on est en bonne santé, si l'on ne souffre pas de maladie grave, si l'on est en bonne forme physique, on est heureux. En se tournant vers l'Évangile, on est surpris de voir que cette idée est étroitement reliée à celle de salut. Le même mot désigne en grec le salut et la guérison. Combien de fois ne voyons-nous pas Jésus établir une relation entre la guérison et le pardon des péchés ? L'idée est intéressante en ce qu'elle prend la personne dans sa globalité et dénonce une dérive courante de la médecine occidentale qui consiste à traiter davantage les symptômes de la maladie plutôt que de chercher ce qui en est à l'origine. La relation entre ces deux concepts n'est toutefois pas sans danger : on le voit dans certains mouvements religieux qui établissent un lien de réciprocité entre santé, salut et prospérité matérielle... On peut aussi envisager l'importance considérable accordée à la santé, prenant la priorité sur toute autre préoccupation, comme un genre d'idole, une forme de recroquevillement sur soi, une préoccupation obsédante qui rend indifférent et empêche d'ouvrir les yeux sur celui que nous croisons et dont nous n'entendons pas l'appel au secours.

⁽²⁾ Dietrich Bonhoeffer, *Résistance et soumission*.



Photo Ruud Tinga/Armée du Salut

Un autre sujet qui paraît central est celui de la place de l'homme dans la société actuelle.

On assiste à une hypertrophie de l'économie et de l'argent. Le développement économique, poussé à l'extrême, finit par broyer l'homme au lieu de servir à son épanouissement. Il ne s'agit pas pour les chrétiens de dénoncer l'économie marchande comme étant systématiquement mauvaise, mais d'être réaliste quant aux dégâts causés par le libéralisme anglo-saxon, préoccupé de rentabilité à très court terme et qui se soucie fort peu de préoccupations sociales. Il favorise les plus forts et affaiblit les plus faibles. Le drame est que ce type de capitalisme est celui que l'on voit se répandre partout dans le monde. Refuser d'évoluer dans ce sens, c'est courir le risque d'être totalement en dehors de la course à la croissance et donc de ne plus intéresser les investisseurs demain. Dans ce contexte, il importe que les chrétiens rappellent sans cesse que l'homme doit être au centre du

développement, en tant que personne, et non pas en tant qu'instrument dont on se défait au plus vite dès lors qu'il ne vous est plus utile. Que chaque homme doit avoir sa place, qu'il a une valeur - qu'il a besoin peut-être de découvrir - qu'il n'est pas qu'un individu perdu dans une foule d'individus solitaires mais qu'il est aimé de Dieu, appelé à faire partie de son peuple.

Ceci nous amène à rappeler que l'Évangile appelle à s'engager dans les combats aux côtés des plus vulnérables, à porter une attention et un soin particulier aux plus faibles et aux plus fragiles. Là encore, pour retrouver sa place, la communauté chrétienne a un rôle important à jouer. On le voit dans ces communautés qui rassemblent des hommes et des femmes malmenés par la vie et qui trouvent, dans la communion chrétienne, l'entraide, le partage de l'Évangile et la prière, les premiers appuis indispensables pour être restaurés dans leur dignité d'être humains. Je pense par exemple au travail remarquable qui se vit dans le groupe "Chez nous" de l'Armée du Salut, autour de Denise Brigou et Étienne César qui agissent auprès des gens de la rue. Cela montre combien

"il est important de souligner le rôle de la communauté chrétienne dans le façonnement de la conscience chrétienne. Personne ne peut ni construire ni maintenir sa propre identité, son propre

rapport personnel avec lui-même et avec le monde que dans la mesure où il peut partager la narration de son identité avec ceux dont les histoires sont liées à la sienne. C'est dire que le façonnement du caractère et de l'engagement passe bien, à un certain degré, par la communauté et les récits qu'elle porte".⁽³⁾

Cette approche chrétienne de l'autre ne cherche pas seulement à satisfaire les besoins de la personne en détresse mais à restaurer la personne dans sa dignité, à l'aider à découvrir sa valeur de personne aimée inconditionnellement par Dieu : elle est la perle de grand prix de la parabole.

Nous avons vu la tension qui s'exerce entre valeurs sociales et engagement au nom de l'Évangile. Celui-ci appelle les chrétiens à se libérer de ce qui les empêche d'aimer et de servir les plus petits et les plus démunis. C'est eux que le Seigneur veut voir dans son Royaume. Aujourd'hui, l'exercice de la solidarité se fait au travers de tout un nombre d'institutions dépendantes de l'État par le biais des subventions. Il n'est plus possible d'agir sans être inséré dans ce réseau qui a ses exigences. Un repli identitaire ne mènerait nulle part, et c'est bien le rôle des chrétiens d'être pleinement responsables et impliqués dans la société. Mais ils doivent être vigilants pour rencontrer le visage de celui que Dieu place sur leur chemin, ce visage dont la souffrance dérange et bouscule. Il ne s'agit pas, en abordant la portée sociale de l'Évangile, de le réduire et de n'en faire qu'un nouvel humanisme. L'horizon du Royaume est toujours bien au-delà. Mais c'est dans notre réponse active que sont posés les signes du Royaume qui vient.

Major Emmanuel Westphal

Armée du Salut



Photo Ruud Tinga/Armée du Salut

⁽³⁾ Geneviève Médevielle, "Aux sources de l'engagement social des chrétiens", Semaines Sociales de France 1999, *D'un siècle à l'autre. L'Évangile, les chrétiens et les enjeux de la société*, Paris, 2000, p. 70.

Constantin Sigov, ou le refus des divisions

Les deux sources du christianisme

Constantin Sigov est professeur de philosophie à l'université Pierre Moghila (université d'État) de Kiev. Entre 1991 et 1994, il a été directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales à Paris. Acteur infatigable du rapprochement entre les peuples de l'Est et de l'Ouest, et entre les confessions chrétiennes (il est orthodoxe), convaincu que seule une meilleure compréhension réciproque permettra de faire avancer la justice (et donc la paix), il a organisé pour la deuxième fois en septembre dernier à Kiev des rencontres qui ont rassemblé des centaines de participants pour écouter plus d'une cinquantaine d'intervenants venus de tous les azimuts d'Europe et d'Amérique, sur le thème majeur là-bas comme ici, de "l'éducation et la famille". Chaleureux, convaincu et convaincant, Constantin Sigov parle (en français) de ce qui sous-tend son action.

Constantin Sigov, comment êtes-vous devenu croyant ?

Je n'ai pas été baptisé enfant, mais j'ai été élevé dans une famille nourrie de littérature classique à résonance chrétienne : Gogol, Dostoïevski, Pasternak, Ossip et Nadejda Mandelstam... Ossip Mandelstam en particulier qui disait que, en période de persécution, tout homme qui défend la culture est de fait chrétien... Il s'agit de la culture au sens le plus riche de ce terme, bien sûr. Apollinaire disait aussi, dans le poème "Zone" (*Alcools*), que dans une époque où tout a vieilli, seul le Christ est jeune, pas poussiéreux. C'était tout à fait notre idée, à nous qui étions adolescents dans les années soixante-dix, c'était l'expérience de toute notre génération. La culture chrétienne survivait dans ces œuvres, avec les années elle prenait peu à peu de la vigueur. L'un des thèmes

majeurs de la littérature du XX^e siècle, c'est ce lien entre culte et culture : les lettres, l'icône, le chant... mes parents, qui étaient incroyants, aimaient chanter les hymnes religieuses. C'est ainsi que je n'ai jamais été athée...

Et aujourd'hui, comment transmettez-vous votre foi à vos enfants ?

L'éducation religieuse passe d'abord par la famille. Ma femme a connu le même genre de parcours que moi. Elle lit la Bible, d'un bout à l'autre, à chacun de nos enfants à tour de rôle, depuis l'aîné (18 ans) jusqu'aux petits (6 et 4 ans). La transmission se fait de personne à personne. La Bible n'est pas toujours d'une lecture facile, mais il ne faut pas sous-estimer l'intérêt que les enfants, même petits, lui portent, ni leurs capacités de compréhension. On me réclame toujours l'histoire de David !

Et puis, il y a aussi l'"école du dimanche" où ils apprennent en plus le slavon et le chant liturgique, et bien sûr la liturgie du dimanche matin, cette école de la foi.

Comment avez-vous eu l'idée des Rencontres de Kiev ?

J'ai enseigné pendant trois ans à l'École des Hautes Études en Sciences sociales à Paris : j'ai alors pris conscience qu'il était très important de mettre en contact des gens séparés pendant des décennies par le rideau de fer. J'ai compris en observant l'effort de réconciliation franco-allemand depuis la guerre, que c'était précisément cela qu'il fallait faire entre l'Est et l'Ouest. C'est tout un travail en profondeur qui avait porté ses fruits : échanges d'étudiants, de professeurs, accueils dans des familles, etc. Les difficultés dans le dialogue Est-Ouest viennent du fait que des contacts sont noués au niveau officiel, mais pas en profondeur. Depuis une dizaine d'années, la maison d'édition que je dirige à Kiev, "l'Esprit et la Lettre", a réalisé des

dizaines de traductions de grands auteurs occidentaux (J.-J. Rousseau, Tocqueville, Taylor, Mauriac, Levinas, Foucault, Simone Weil, Antoine Bloom, Zizioulas, etc.), des échanges de professeurs ont eu lieu (Paul Ricœur, Georges Nivat ont enseigné à l'université Pierre Moghila) : c'est bien, mais il faut faire plus. C'est ainsi qu'est née cette idée des Rencontres internationales de Kiev (d'après les Rencontres internationales de Genève créées par Gabriel Marcel et Denis de Rougemont après la Deuxième Guerre Mondiale), puis celle des sessions d'été pour étudiants : venus de tous les horizons d'Europe et du monde, des jeunes se forment pendant quinze jours dans le domaine théologique et religieux à la Laure des Grottes. Il s'agit de se rencontrer, d'entrer en dialogue, mais aussi de créer des réseaux de contacts, des "lieux" où l'on puisse parler librement, entre amis.

Ces Rencontres de septembre, qui ont eu lieu cette année pour la deuxième fois, ont immédiatement été soutenues par M^{re} Duprey, ancien secrétaire du Conseil pontifical pour la Promotion de l'Unité des Chrétiens et le métropolite Vladimir de Kiev. M^{re} Vladimir a vécu à Paris plusieurs années comme exarque du patriarcat de Moscou pour l'Europe occidentale. Il a toujours souligné, dans ses travaux, l'importance de l'"École de Paris" composée de ces théologiens russes novateurs émigrés après la Révolution et regroupés à l'Institut Saint-Serge ; sa thèse portait sur Soloviev et Boulgakov : il partage tout à fait nos idées.

Les orthodoxes d'Ukraine sont divisés en trois juridictions, dont deux ne sont pas reconnues par les autres Églises orthodoxes dans le monde. Il n'y a pas de rapprochement pour le moment entre l'Église autonome d'Ukraine

(dépendant du patriarcat de Moscou) et les deux autres entités ecclésiologiques. Comment voyez-vous la fin de la crise ?

Elle viendra avec le temps... Elle est due beaucoup à l'ignorance, elle est attisée par les passions. C'est un problème majeur pour les chrétiens de notre pays : donner à tous une formation religieuse solide et incarnée. Il ne s'agit pas seulement de comprendre des concepts, il faut les vivre.

Il faut de l'indulgence pour ne pas approfondir les dissensions, et il faut garder des contacts, à tout prix. Exclure permet de ne pas faire d'efforts... Si l'on cherche et si l'on a des compétences, tout de suite on trouve des gens qui veulent aller de l'avant : il faut créer de petits groupes actifs avec de vrais chrétiens, et ne pas prendre prétexte des obstacles pour se désresponsabiliser. Ces petits groupes, de plus en plus nombreux, finiront par avoir de l'influence sur les évêques qui, à leur tour, trouveront des solutions canoniques...

Les relations avec les gréco-catholiques sont également en crise ouverte depuis la chute du régime communiste ?

Je suis solidaire de M^{re} Kallistos (Ware) quand il dit que nous avons commis des injustices, avant et après 1945. Le cheminement vers la paix et la réconciliation passe par la justice. Puis, pour se retrouver, il faut s'approcher le plus près possible du cœur de notre foi. C'est l'image du cercle concentrique : plus on avance vers le centre, plus on est proche les uns des autres. Il faut une approche pragmatique, mais qui exclut le superficiel : ne pas s'appesantir sur les différences, sur les rites, mais aller droit au centre : là se trouvent les martyrs de la foi.

Nous sommes comme au bord d'un océan : le "grand silence des martyrs du XX^e siècle" (évêque Kallistos Ware). Il nous faut écouter ce silence, étudier cette semence qui est à l'origine de notre foi à tous - que nous soyons orthodoxes ou gréco-catholiques. Il faut inlassablement traduire, faire connaître : ces "témoins chrétiens du XX^e siècle" feront pendant aux *Sources chrétiennes*, comme source de renouvellement de la foi.

Que voulez-vous dire exactement ?

La collection *Sources chrétiennes* créée pendant la Seconde Guerre Mondiale par le père Daniélou et le père de Lubac a mis la



PHOTO BELUE

lecture et l'étude des Pères de l'Église à la portée de tous les chrétiens. Les futurs historiens de l'Histoire religieuse du XX^e siècle ne manqueront pas de considérer cet événement académique et éditorial de premier plan, ce projet véritablement audacieux pour l'époque, comme une source majeure du ressourcement religieux qui a suivi. Il faut d'ailleurs noter que ce travail rejoignait une intuition essentielle qu'avaient eue, dès les années trente, des théologiens orthodoxes de l'Institut Saint-Serge comme les pères Schmemmann et Meyendorf, et s'en inspirait. Ma conviction est que le témoignage des milliers et des milliers de martyrs de la vérité des persécutions communistes constitue la seconde source de renouvellement du christianisme à l'avenir. Le travail de recherche et d'archivage sur les martyrs du XX^e siècle entrepris par Didier Rance est donc essentiel : il formera, une fois terminé, une source écrite de toute première importance.

Ces témoins de la foi nous transmettront une énergie qui changera l'atmosphère de nos relations. On se bat pour de l'immobilier (les restitutions d'églises, *NDLR*) au lieu d'aménager des salles, même petites, où les martyrs seraient présentés, racontés. C'est là où ils ont été arrêtés qu'il faut célébrer la messe, la liturgie !

C'est tout un changement de vision, de mentalité qui nous est demandé.

Vous enseignez à l'université, vous côtoyez des jeunes tous les jours. Que pouvez-vous dire de la jeunesse étudiante d'Ukraine aujourd'hui ?

C'est très encourageant. Les étudiants sont très demandeurs, intéressés par les problèmes de foi ; ils lisent nos traductions de grands auteurs occidentaux, ils participent à la revue "l'Esprit et la Lettre". Il y a un bon climat à l'université.

Vous avez passé trois ans à Paris, vous connaissez bien les Français... quel souvenir en gardez-vous ? une société sans Dieu ?

Je me souviens, dans mes contacts académiques au moins, de chrétiens intimidés qui ne faisaient pas référence à leur foi, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, en Allemagne ou en Ukraine, par exemple. Dans *Critique et Conviction*, Paul Ricœur constate que jusqu'ici l'importance a été plutôt donnée aux critiques, et davantage encore au soupçon, mais que désormais est venu le temps de la conviction.

Il ne faut cependant pas sous-estimer le non conformisme de certains qui commencent d'ailleurs à se faire mieux entendre !

Propos recueillis
par Catherine Aubé-Élie

Moscou et le Vatican : des rapports "décalés" (suite)

Nous continuons ci-dessous la publication de certaines des conférences données dans le cadre de l'assemblée générale de la Commission nationale catholique pour l'œcuménisme de Belgique, le 23 novembre dernier à Hæperten. Après la conférence introductive, donnée par l'archiprêtre Théodore (patriarcat de Constantinople), parue dans la précédente livraison d'Unité des Chrétiens (n° 130, avril 2003), le père Michel van Parys osb, ancien prieur de l'abbaye de Chevetogne, donne à son tour son point de vue sur la délicate question des relations entre orthodoxes d'Europe orientale et de Russie, et catholiques. Il est particulièrement intéressant de noter que, comme Constantin Sigov, le père van Parys voit dans le martyre de chrétiens de toutes confessions pendant la période communiste la source de la renaissance de la foi, et dans la création de liens personnels entre chrétiens occidentaux et orientaux la condition indispensable à une évolution des esprits.

Le titre général donné au thème de cette 36^e Assemblée Générale laisse entendre que la situation politique nouvelle de l'autre Europe depuis douze ans n'a engendré que "difficultés et défis". Certes, ils ne manquent pas. Mais qui d'entre nous pourrait oublier un seul instant que la chute symbolique du mur de Berlin en 1989 a ouvert les portes de la liberté aux peuples et aux Églises de cette partie de notre maison européenne commune ? Quels que soient les défis et les difficultés affrontés, présents et futurs, la liberté reste la plus grande richesse de la personne et des peuples.

Notre foi chrétienne nous permet d'entrevoir que cette liberté retrouvée est aussi le fruit du témoignage que d'innombrables martyrs et confesseurs, de toutes les Églises, ont rendu au Christ et à la dignité humaine, face à une idéologie niant la transcendance et la destinée éternelle de l'homme. Ensemble ils intercedent maintenant pour nous devant le trône de l'Agneau et prient pour l'unité de l'Église. Nous avons assisté, et nous assistons toujours, à une authentique renaissance de la foi. Les Églises peuvent reprendre pleinement leur mission d'annonce du Royaume de Dieu et de service des peuples sur la voie

de salut. C'est là un motif de joie et de gratitude chrétiennes, une raison d'espérer. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de l'histoire de l'Église que toutes les grandes persécutions du passé ont contenu la promesse d'une nouvelle propagation de la foi, mais ont entraîné en même temps des menaces de rupture de la communion ecclésiale. Il n'en va pas autrement aujourd'hui. Nous autres, chrétiens d'occident, nous pourrions être tentés par une attitude condescendante envers les Églises de l'Europe centrale et orientale. Ce serait de notre part une grave méprise œcuménique. Le dialogue et l'échange des dons requièrent que nous honorions pleinement leurs souffrances passées et présentes, et que nous nous ouvrons concrètement aux richesses de leurs cultures ecclésiales et humaines.

Liberté bénie

Depuis une quinzaine d'années, nous sommes les témoins d'un renouveau spectaculaire des croyances religieuses en Europe centrale et orientale. Les grandes Églises traditionnelles (catholique, orthodoxe, protestante) en sont les premières bénéficiaires. Mais nous assistons également à une croissance significative des Églises protestantes libres (adventiste, baptiste, pentecôtiste...). Il faut souligner cependant que ce renouveau a précédé, dans la plupart des pays, le bouleversement de 1989 et attiré l'attention sur la grande diversité des

situations concrètes des Églises.

Le renouveau religieux s'impose à l'attention publique grâce à la rénovation ou à la (re) construction des églises et au repeuplement des monastères (pas loin de cinq cents pour la seule Église orthodoxe de Russie!), grâce à la présence souvent intensive des Églises dans les médias, grâce aux lieux de pèlerinage qui attirent les foules, grâce aux innombrables initiatives caritatives et, *last but not least*, grâce à la (re) fondation de nouvelles paroisses ou communautés.

Le retour de certaines Églises dans la vie publique, politique et culturelle, des peuples n'est pas moins spectaculaire. Quelques-unes jouent un rôle politique et social de premier plan. Après la persécution ou l'oppression qui les avait apparemment marginalisées, elles jouissent désormais d'un *leadership* moral dans certains pays. Même s'il est vrai que les relations entre le politique et le religieux changent quelquefois rapidement et ne sont pas encore stabilisées, il reste que les Églises jouent un rôle important dans les États et dans les sociétés.

L'Europe centrale et orientale néanmoins continue à naître douloureusement. Le nombre des pays indépendants a doublé depuis douze ans. Les conflits armés ont ensanglanté des régions entières (l'ex-Yougoslavie, l'Arménie, la Géorgie) et attisé les haines nationales et religieuses. Le passage à l'économie de marché, avec l'invasion brutale d'une société de consommation, a fragilisé le tissu social et moral des peuples.



La cathédrale du Christ Sauveur à Moscou, avant sa destruction par Staline

Photo Archives UDC



La chapelle provisoire en bois érigée à l'emplacement de la cathédrale (1992).

Photo A. Douroff

On attend des Églises qui souffrent elles-mêmes des impacts des transformations brutales, une parole d'orientation et de réconciliation. C'est dans ce contexte plus général que se pose aux Églises l'exigence œcuménique.

L'attitude de l'Église catholique

L'Église catholique au cours des décennies de régime communiste en Europe centrale et orientale a eu pour préoccupation principale de pouvoir assurer aux fidèles une vie sacramentelle aussi normale que possible. L'Ostpolitik du Vatican, qui poursuivait un certain *modus vivendi* avec les régimes en place comme un moindre mal, visait avant tout à instituer des évêques fiables et à assurer la formation du clergé, sans jamais renoncer à la requête fondamentale de la liberté religieuse. Elle était en outre très consciente de la diversité des situations de pays en pays : la Pologne n'était pas l'Albanie, l'exarchat gréco-catholique de Sofia toléré n'était pas l'Église gréco-catholique supprimée d'Ukraine, par exemple.

La liberté recouvrée après 1989 n'a pas changé l'attitude de fond de l'Église catholique. Dans cette première phase du post-communisme, elle s'est efforcée de redéployer une vie chrétienne normale, pour autant que les circonstances le permettaient. Concrètement cela signifie que les diocèses qui en étaient dépourvus ont reçu un évêque, que de nouveaux diocèses ont été créés là où les nécessités pastorales l'imposaient. Il en est allé de même pour les séminaires chargés de former les futurs prêtres. Les

ordres et congrégations religieuses, souvent contraints à la clandestinité, ont rouvert les couvents et maisons et repris leur apostolat traditionnel. Un grand effort a été fait dans deux secteurs, avec l'aide des religieuses et des religieux surtout et avec l'appui financier de l'occident : la catéchisation de la jeunesse et le domaine caritatif incluant l'éducation et les aides aux plus démunis.

Beaucoup s'est fait dans un certain désordre (inévitable ?) malgré les directives très claires du Vatican en 1991 (*Lettre du Saint-Père Jean-Paul II aux évêques du continent européen sur les relations entre catholiques et orthodoxes dans la nouvelle situation de l'Europe centrale et orientale*, 31 mai 1991) et de la Commission Pro Russia l'année suivante qui, malheureusement, n'ont pas été suivies de beaucoup d'effet. Beaucoup de générosité et un manque de préparation culturelle et d'intelligence œcuménique ont souvent rebuté les Églises orthodoxes. À mes yeux, ce fait demeure un des grands problèmes œcuméniques actuels dans les relations entre les Églises : religieuses et religieux et plus encore les "mouvements" présents en cette partie de l'Europe devraient faire un examen de conscience sérieux.

Les Églises catholiques sous régime communiste avaient été coupées presque entièrement de toute la dynamique ecclésiale qui avait préparé Vatican II et de sa réception ultérieure. Des Églises opprimées ou persécutées vivent intensément l'Évangile mais se concentrent sur l'essentiel et resserrent les rangs. La réception des fruits de Vatican II reste une des grandes tâches de ces Églises, exigeant un grand discernement pastoral. Les deux synodes extraordinaires des évêques consacrés à l'Europe à moins de dix années de distance désiraient faciliter cette mise en phase, comme ils visaient aussi la rencontre fraternelle et l'échange des dons entre pasteurs qui n'avaient pas pu collaborer.

Par ailleurs le Saint Siège a tenté, en collaboration avec les conférences épiscopales concernées, de trouver une insertion stable des Églises locales dans la nouvelle réalité politique et internationale.

Les Églises orientales catholiques

Le bouleversement géopolitique survenu il y a une douzaine d'années, a amené la sortie de la clandestinité des Églises orientales catholiques. L'Église arménienne catholique avait été supprimée dès les années trente du siècle

dernier en Arménie soviétique. Elle a pu maintenir quelques paroisses en Géorgie du Sud. Le sort des Églises gréco-catholiques a été scellé en Ukraine occidentale, en Transylvanie et en Slovaquie après la Deuxième Guerre Mondiale sur ordre de Staline et elles ont été "intégrées" dans les Églises orthodoxes. Il n'y a pas lieu d'entrer ici dans une histoire complexe et douloureuse. Les Églises orthodoxes ont ressenti et ressentent toujours l'existence même des Églises orientales catholiques comme une agression romaine et un déni de leur propre ecclésialité. Les Églises gréco-catholiques considèrent l'union avec le Siège de Rome comme le fruit du Concile de Ferrare-Florence (1439) et comme une pierre d'attente de la pleine communion entre l'Église latine et l'Église orthodoxe. La blessure de l'intégration forcée reste ouverte pour elles.

Le dialogue théologique entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe achoppe vainement sur ce problème depuis 1990. Malgré la déclaration de Balamand (1993), deux ecclésiologies continuent de s'affronter. Cet affrontement constitue un obstacle majeur sur le chemin de l'œcuménisme chrétien. Malgré l'impasse dans lequel se trouve maintenant le dialogue théologique orthodoxe-catholique officiel, il est important de faire état également du désir des uns et des autres de dépasser au plus vite ce contre-témoignage. Pensons à la visite d'une délégation de trois évêques de l'Église de Grèce au Vatican en mars 2002 et à la visite chaleureuse du patriarche Théoctiste de Bucarest à l'Église de Rome en octobre 2002. Il y a de bonnes raisons d'espérer que ces rencontres favoriseront un climat de confiance et de connaissance mutuelle qui permettra d'aborder plus sereinement ensemble dans un climat spirituel ce douloureux contentieux, tout en honorant les souffrances endurées par les uns et les autres.

Relations entre Église(s), État(s), nation(s), société(s)

Les Églises étant séparées des États (sans que l'État soit séparé de l'Église) toutes les grandes Églises étaient devenues porteuses de l'âme des nations ou des peuples à la fin de la période communiste. À ce titre, passivement ou activement, elles ont préservé à des degrés divers la continuité historique des cultures et ont contribué directement ou indirectement aux changements de la fin des années 1980. Leur crédit dans la société était très grand... (par exemple, l'Église catholique de Tchéquie).

Après le changement, les Églises, persécutées ou opprimées, étaient peu ou mal préparées à reprendre leur place normale dans l'État et la société. La pente naturelle incitait à retourner à la situation antérieure à la dictature socialiste. L'effacement de l'identité culturelle des nations poussait les peuples vers des formes de nationalisme exclusif et de xénophobie (phénomènes pas seulement propres à l'Europe de l'Est), renforcées quelquefois par la détérioration de fait des niveaux de vie. La sécularisation forcée imposée aux sociétés, avait installé une méfiance profonde dans beaucoup de milieux croyants à l'égard de la sécularisation à l'occidentale. D'où souvent un refus, avoué ou inavoué, du modèle de société néo-libérale que la brutale introduction des lois du marché (capitaliste) imposait.

Les Églises traditionnelles sont donc à la recherche de leur juste place dans un contexte sociétaire et politique bouleversé et fluctuant. Elles le font d'après leurs traditions respectives, d'après les perceptions théologiques qui sont les leurs. La manière de comprendre la nature de l'Église et son rapport au monde joue sur ce point un rôle déterminant.

Tous les débats, toujours en cours, sur la place de l'Église dans l'État attestent cette recherche laborieuse de nouveaux modèles. Cela a des répercussions importantes dans plusieurs domaines d'ordre pastoral : l'enseignement religieux dans les écoles, le soutien financier de l'État aux Églises, la restitution des biens confisqués. Mais la problématique oblige d'autre part les États à inscrire dans leurs législations les droits fondamentaux de l'homme comme la liberté de conscience et de religion, à définir le statut légal de l'Église prédominante et des minorités religieuses. C'est dans ce contexte que se pose la question épineuse du prosélytisme... Selon le métropolite Cyrille de Smolensk, par exemple, "les critères internationaux modernes sont par nature exclusivement occidentaux et libéraux", alors que les peuples de tradition orthodoxe ont des traditions morales et culturelles différentes de celles de l'occident.

L'avenir des relations entre Églises

Liberté et renouveau religieux ne riment pas nécessairement avec rapprochement œcuménique. Je me permets ici d'évoquer un souvenir personnel. Il y a onze ans, avec le père Thaddée Barnas, j'ai pris part à Moscou à une table ronde où étaient pré-

sents un prêtre orthodoxe, un pasteur protestant, un rabbin, et nous-mêmes. Je n'oublierai jamais une petite phrase du pasteur : "Aussi longtemps que nous étions ensemble sur la croix, nous avons su dialoguer. Maintenant que nous n'y sommes plus, nous ne nous parlons plus. Chacun s'occupe de ses propres affaires".

Alors la question qui se pose est la suivante : que faire maintenant ?

La charité est inventive et les possibilités œcuméniques sont nombreuses. Limitons-nous à trois suggestions.

Nous pouvons multiplier les initiatives de partenariat entre paroisses, associations caritatives, écoles de théologie, séminaires, etc. Ces partenariats se révèlent fructueux à trois conditions. Il nous faut être convaincus que nous avons autant à recevoir qu'à donner. Nous devons ensuite faire un effort sérieux pour nous familiariser avec la culture chrétienne et humaine de nos partenaires et la connaître. Enfin, toutes les fois que cela est possible, une paroisse catholique et une communauté protestante ou anglicane d'Europe occidentale en un endroit établiront des liens avec toutes les communautés chrétiennes (orthodoxe, gréco-catholique, latine, protestante) dans une localité d'Europe orientale. Il s'agit de tisser des réseaux de solidarité là où les chrétiens vivent, servent et prient ensemble.

Un travail de mémoire est une condition *sine qua non* du progrès œcuménique. Notre passé est notre force et notre faiblesse : notre force parce qu'il nous entoure de cette nuée de témoins du Christ qui nous soutient dans le témoignage ; notre faiblesse, parce que les divisions, les lectures partielles et partiales nous empêchent d'apercevoir la vérité de l'autre, parce que les blessures reçues nous remplissent de peur pour le présent. D'où l'importance d'une histoire objective, si possible écrite en commun, qui nous permette de nous mettre à l'écoute les uns des autres.

La construction de l'Europe, économique et politique, nous entraîne à une réflexion approfondie sur les composantes de son "patrimoine spirituel". Le fait que les grandes Églises orthodoxes (Constantinople, Athènes, Moscou, Bucarest...) y prennent un intérêt de plus en plus vif, et souhaitent devenir des actrices dans ce processus, semble une



L'actuelle cathédrale (2000)

Photo Archives UDC

opportunité extraordinaire de révision de nos propres attitudes et de notre collaboration.

Conclusion

L'œcuménisme est un chemin de conversion personnelle et ecclésiale. Dans cet esprit, j'aimerais conclure cette intervention par quelques paroles prononcées par le pape Jean-Paul II :

"Il n'y a pas d'œcuménisme véritable sans conversion intérieure et sans renouvellement de l'esprit (cf. UR nn. 6-7), sans que l'on surmonte les préjugés, les soupçons ; sans que l'on élimine les paroles, les jugements, les actes qui ne reflètent pas avec équité et vérité la condition de frères séparés ; sans la volonté de parvenir à estimer l'autre, à instaurer une amitié réciproque, à alimenter un amour fraternel." (Jean-Paul II, homélie à la messe de 13 octobre 2002, en présence de Sa Béatitude Théoctiste, patriarche de Bucarest).

Père Michel van Parys osb

Ancien abbé de l'abbaye de Chevetogne

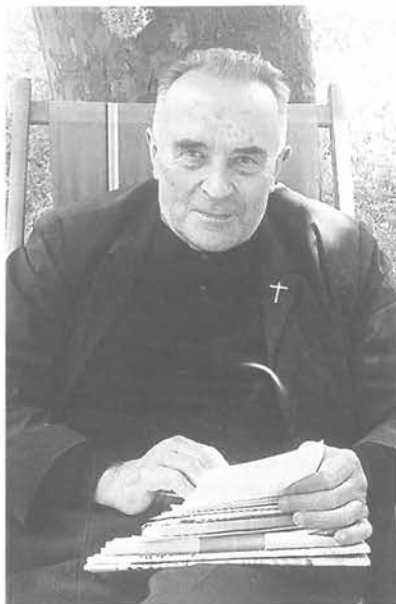
SUR LA ROUTE DE L'UNITÉ FÉVRIER / AVRIL 2003

Catherine Aubé-Élie

L'abbé Fabre et les "Semaines des Avents"

Le 5 avril, il y a vingt-cinq ans, disparaissait l'abbé Fabre qui joua un grand rôle dans le développement des "Avents", banc d'essai de la théologie œcuménique. André Fabre (1900-1983), né à Brens et prêtre du diocèse d'Albi, fut d'abord professeur de philosophie au petit séminaire de Valence. Prisonnier pendant la guerre, il a l'occasion d'entendre dans son oflag, où fonctionne une "université des barbelés", des maîtres éminents, laïcs ou prêtres catholiques, protestants ou agnostiques, prisonniers comme lui ; il enseigne avec eux. À son retour, il est, en plus de sa paroisse de Frèjeville, chargé de la Paroisse Universitaire (enseignants catholiques du public), puis de la coordination des aumôneries catholiques de l'enseignement public, tout en devenant en 1950 aumônier du carmel de Castres. C'est alors qu'il acquiert, par son travail de laboureur, les locaux et les champs de l'ancienne ferme-école de Peyrégoux, pour y accueillir des sessions de formation œcuménique. L'été en particulier, se succèdent là des semaines regroupant chacune trente à cent vingt participants, autour de grands théologiens catholiques, protestants, orthodoxes ou anglicans et - un peu plus tard - juifs ou musulmans. Ce sont les fortes années de l'époque du concile.

Sous les beaux platanes de la Roque de Peyrégoux (portant désormais un nom très significatif, les "Avents"), on peut croiser en juillet et en août Hébert Roux, observateur protestant au concile ; Yves Congar, futur cardinal ; Élie Mélià, théologien ortho-



Le père Fabre

Photo E. Durand

doxe, recteur de la paroisse géorgienne de Paris ; Roger Greenacre, chanoine anglican ; Henri Teissier, évêque d'Oran et futur archevêque d'Alger ; Dominique Hermant, bientôt abbé d'En Calcat ; Robert Coffy, archevêque d'Albi ; Jean Bosc, doyen de la Faculté de Théologie protestante de Paris ; avec eux, des professeurs d'université laïcs : Roger Dumaine, André Latreille, Yves Calais, Pierre Marthelot et des maîtres des Semaines Sociales. Il faudrait citer bien d'autres noms encore : des jésuites, des théologiens laïcs, des acteurs de rencontres œcuméniques nationales ou internationales, des dominicains, des bénédictins...

En juillet, une semaine spéciale recevait les jeunes. On n'en finirait pas de raconter les *fioretti* des Avents et de nommer tous les acteurs de ce chantier d'Église et d'humanité (*). Les Avents ont été un banc d'essai de la théologie œcuménique.

Les renouveaux des temps des Avents sont à poursuivre... André Fabre, pour sa part, les conduisit avec obstination, humilité et humour, avec bonté, dans l'espérance. (d'après E. Durand pour *L'Écho du Tarn*, 3 avril)

(*) Sous le titre *Laboureur de l'unité*, un livre collectif (édité en 1984) en donne une approche vécue.



Février

La Semaine de Prière pour l'unité 2003

Comme chaque année, ce temps fort de l'œcuménisme a donné lieu à d'innombrables manifestations dans le monde entier : toutes témoignaient de l'immense soif d'unité qui habite tant de chrétiens de toutes dénominations. Deux témoignages, venus de Grèce et de Monaco, le disent chacun à sa manière.

- En Grèce, la Semaine de l'Unité a rassemblé, comme chaque année, dans les églises catholiques du pays et dans des salles de conférences, des chrétiens catholiques et orthodoxes. Cette mixité s'élargit d'année en année et les fruits œcuméniques deviennent plus visibles... du moins pour ceux qui sont davantage exercés aux rapports œcuméniques.

*"Έχουμε το θησαυρό αυτό
μέσα σε πήλινα σκεύη"*

Β' Κορ. 4, 7



ΕΒΔΟΜΑΔΑ ΠΑΓΚΟΣΜΙΑΣ ΠΡΟΣΕΥΧΗΣ
ΓΙΑ ΤΗ ΧΡΙΣΤΙΑΝΙΚΗ ΕΝΟΤΗΤΑ
18-25 Ιανουαρίου 2003

Le livret de la Semaine de l'Unité pour la Grèce

Par ailleurs, les rapports officiels entre les deux Églises semblent un peu plus étoffés depuis la visite papale (4-5 mai 2001) et l'envoi au Vati-

can par M^{re} Christodoulos, archevêque d'Athènes et primat de Grèce, d'une délégation de six personnes dont quatre métropolitains (11 mars 2002). C'est probablement la première fois qu'un archevêque orthodoxe d'Athènes propose au Pape une collaboration possible ("dans le domaine social, culturel, éducatif, écologique et bioéthique pour le bien de l'humanité") entre les deux Églises.

En ce qui concerne la Semaine de l'Unité, il faut dire qu'à présent l'Église orthodoxe du pays n'est pas prête à collaborer d'une façon officielle avec l'Église catholique par une célébration commune. Il nous faut encore patienter dans la prière et l'humilité. En attendant, les catholiques de Grèce organisent les célébrations œcuméniques dans un esprit monoconfessionnel, mais en accueillant officieusement un certain nombre de frères orthodoxes. Ainsi la Fraternité d'œcuménisme spirituel animée par les pères assomptionnistes d'Athènes a préparé dans un esprit de prière fervente une célébration œcuménique présidée par M^{re} Nicolas Foscolos, archevêque des catholiques d'Athènes. Dans le diocèse d'Athènes, pendant toute la durée de la Semaine de Prière, des célébrations, des conférences, des dialogues œcuméniques se sont déroulés jour après jour pour sensibiliser nos fidèles à ce grave problème de l'unité chrétienne. De plus, dans tous les autres diocèses du pays, nos évêques, leur clergé et nombre de leurs fidèles ont participé à des célébrations œcuméniques ou à de simples conférences pour la réconciliation des Églises.

Notons aussi qu'à Salonique, les pères lazaristes deviennent chaque année les promoteurs de l'Unité. En plus d'une célébration œcuménique importante, ils distribuent de porte en porte le livret œcuménique, atteignant ainsi un nombre important de familles mixtes. Ce livret est la traduction libre par notre Fraternité des textes de la Semaine de Prière. (D'après le père Augustin Roussos a.a.)

- Pour la seconde fois, la célébration œcuménique, habituellement organisée à Monaco durant la Semaine

de prière pour l'Unité, a revêtu une dimension et une expression particulières, réunissant sous le chapiteau du cirque de Fontvieille un grand nombre de chrétiens de la Principauté et des environs. M^{re} Bernard Barsi (évêque de Monaco) a présidé cette cérémonie organisée par les pères Goinot et Keppel (délégué diocésain à l'œcuménisme), accompagné de seize ministres intervenant au nom de leurs huit Églises différentes, chacune étant représentée par plusieurs ecclésiastiques, membres des chœurs ou fidèles. Réalisée avec le concours d'artistes tous primés au 27^e Festival du Cirque, cette rencontre exceptionnelle a manifesté, de façon originale, la diversité caractéristique d'une unité authentique. (D'après le *Bulletin du diocèse de Nice*)

PARIS

Les Assises chrétiennes de la mondialisation sont nées

Huit mouvements chrétiens (CCFD, CFTC, Chrétiens en Monde Rural, le Comité épiscopal pour la coopération missionnaire, Entrepreneurs et dirigeants chrétiens, la Fédération protestante de France, le Mouvement chrétien des cadres et dirigeants et le Secours catholique) ont créé les Assises chrétiennes de la mondialisation, dont le président Jérôme Vignon a présenté les objectifs au cours d'une conférence de presse : face à l'irruption de la mondialisation dans nos vies quotidiennes, qui est appelée à s'intensifier au cours des prochaines années, il a affirmé : "C'est le moment pour des chrétiens animés par un esprit conciliaire de proposer une façon de rattacher ces grandes orientations de l'action collective aux responsabilités particulières". Quelle peut être la



Photo P. Keppel

valeur ajoutée d'une contribution chrétienne ? Il s'agira d'une perspective spirituelle et évangélique pour tenter de découvrir un sens à l'épreuve de la mondialisation et d'y rattacher des diversités d'engagements à tous les niveaux collectifs et personnels, avec la volonté d'établir "une vision cohérente, en raison du sens spirituel qui les éclaire". Ces Assises se dérouleront en deux temps : des débats partout en France durant le premier semestre 2003 qui aboutiront aux Assises territoriales de la mondialisation, les 24 et 25 janvier 2004 à Lyon, quelques jours avant les sommets mondiaux de Porto Alegre et de Davos. J. Vignon a précisé que Lyon avait été choisie pour marquer la dimension œcuménique du mouvement. (D'après le *SNOP*, 27 janvier)

BAD SODEN (ALLEMAGNE)

Le père Werenfried van Straaten est mort

Celui que tout le monde connaissait sous son surnom de "Père au lard" (parce que c'est ce que lui donnaient les paysans flamands qu'il sollicitait pour aider les populations de l'Allemagne dévastée après la guerre), est décédé le 31 janvier à l'âge de 90 ans. Ce Hollandais, prêtre dans l'ordre des Chanoines réguliers prémontrés, avait fondé l'"Aide à

l'Église en détresse", pour venir en aide aux populations sinistrées après la guerre, et pour promouvoir la réconciliation des chrétiens. En Europe d'abord, puis progressivement dans le monde entier. En 1984, l'œuvre devint une association publique universelle de droit pontifical. Le père Werenfried disait que sa mission consistait simplement à "essuyer les larmes de Dieu là où il pleurait". (D'après *L'Osservatore romano*, 4 mars)

BUCAREST

Réunion du comité conjoint KEK-CCEE

Du 30 janvier au 2 février, le comité conjoint KEK (Conférence des Églises européennes)-CCEE (Conseil des Conférences épiscopales d'Europe) s'est réuni à Bucarest, à l'invitation du patriarcat orthodoxe roumain. La terrible perspective d'un conflit armé avec l'Irak était présente dans tous les esprits et le comité conjoint s'est référé à la *Charta œcuménica* pour préconiser une résolution non-violente des conflits. Par ailleurs, la commission Église et Société de la KEK et la COMECE (Commission des Conférences épiscopales de l'Union européenne) ont soumis une série de propositions à la Convention européenne, que le comité conjoint soutient ; il invite ainsi les gouvernements à faire en sorte que la nouvelle Europe "respecte le statut juridique des Églises, reconnaisse leur identité spécifique et favorise un dialogue structurel avec elles, et respecte la liberté religieuse dans ses dimensions individuelle, collective et corporative". Il souligne que "l'héritage chrétien en Europe n'est pas seulement un legs du passé, il représente aussi une force pour la cohésion future de notre continent et la défense de ses valeurs".

Enfin le comité conjoint propose qu'un "troisième rassemblement œcuménique européen soit organisé en 2007 dans un pays d'Europe

de l'Est de tradition orthodoxe, sur les bases et dans l'état d'esprit de ceux de Bâle (1989) et de Graz (1997)". (D'après un communiqué de presse du CCEE)

PARIS

Les Églises protestantes vont travailler ensemble

La Fédération protestante de France lance cinq programmes d'action pour les Églises, communautés, institutions, œuvres et mouvements qui la composent - dans la suite logique de l'Assemblée générale 2002 qui a modifié les statuts de la FPF et a proposé, d'une part la création d'un Forum de la vie associative protestante, d'autre part le lancement de programmes d'action pour faire travailler ensemble ses membres. Cinq propositions de programmes ont été retenues par les délégués du Forum de la vie associative en octobre 2002 : bénévolat et professionnalisation des associations, la Bible dans l'espace public, la citoyenneté, le développement durable, la foi et les jeunes. Lancement en mars 2003. (D'après le BIP, 1^{er} 15 février)

L'essor des Églises pentecôtistes

Les pentecôtistes représentent aujourd'hui cinq cents millions de chrétiens dans le monde, soit autant que les membres de toutes les Églises non catholiques réunis : luthériens, réformés, baptistes et orthodoxes ensemble. Selon le théologien suisse W. Hollenweger, spécialiste du Mouvement pentecôtiste, les Églises très diverses regroupées sous ce label privilégient l'alphabétisation pour que chaque membre puisse lire la Bible et développer sa foi, un christianisme de l'émotion et une forme de religiosité extatique. Elles trouvent leur origine dans la culture et la religion noire américaine. (D'après *Protestinfo*)

LONDRES

Le métropolite Antoine de Souroge a donné sa démission

M^{gr} Antoine (Bloom) a demandé au patriarche Alexis II de pouvoir se retirer de sa charge à la tête du diocèse de Souroge en Grande-Bretagne pour raisons d'âge et de santé (M^{gr} Antoine a 88 ans, il était à la tête du diocèse du patriarcat de Moscou en Grande-Bretagne depuis 41 ans). L'assemblée extraordinaire du diocèse de Souroge qui s'est tenue à Londres le 1^{er} février a accepté sa démission "avec compréhension et tristesse".

Le métropolite Antoine a annoncé son souhait d'être remplacé par l'un de ses auxiliaires, l'évêque Basile (Osborne). Il a également exprimé le souhait que son autre auxiliaire, l'archevêque Anatole, soit plus particulièrement chargé de la communauté russophone du diocèse, tout en précisant qu'il acceptait, dans tous les cas, la décision finale du Saint Synode de l'Église orthodoxe russe.

ATHENES

Visite d'une délégation du Saint-Siège à l'Église orthodoxe de Grèce

Du 10 au 14 février, une délégation de l'Église catholique, dirigée par le cardinal Walter Kasper, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'Unité des Chrétiens, a été accueillie en Grèce par M^{gr} Christodoulos, archevêque d'Athènes et de toute la Grèce. Cette visite répondait à celle - la première - qu'avait faite en mars 2002 au Vatican une délégation officielle du Saint Synode de l'Église orthodoxe de Grèce : ces voyages et ces échanges sont le résultat du voyage historique du pape en Grèce en mai 2001. Divers thèmes ont été abordés au cours de la visite de la délégation catholique qui a été accueillie "avec une chaleur et une cordialité particulières", note *L'Osservatore romano* : les Églises en Europe ; l'avenir du dialogue théolo-

gique entre l'Église catholique et les Églises orthodoxes ; les défis pastoraux communs ; la menace d'une guerre en Irak ; les voies de communication permanente entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe de Grèce. Dans son message, Jean-Paul II faisait remarquer que *"l'Église catholique sait qu'elle a un devoir à remplir sur le continent européen, en ce moment historique, et la responsabilité qu'elle ressent coïncide avec celle de l'Église orthodoxe de Grèce. (...) L'avenir est d'une telle importance qu'il nous pousse à aller au-delà de notre passé de divisions, d'incompréhensions et d'éloignement réciproque"*. M^{gr} Christodoulos a exprimé la même idée en affirmant que *"la question la plus urgente et la plus importante actuellement (était) : quel héritage chrétien commun et quelle identité spirituelle voulons-nous pour l'Europe ?"* (L'Osservatore romano, 1^{er} avril, et SOP, mars)

AREZZO (ITALIE)

Session annuelle de l'association "Sources"

Créée en 2000, cette association cherche à renforcer les liens d'amitié et de solidarité entre institutions académiques catholiques et orthodoxes. Elle s'est réunie en Toscane du 13 au 16 février sur le thème "purification de la mémoire des passions ethniques et confessionnelles" : échanges d'expérience dans le domaine de la formation, lancement d'un projet de manuel qui présentera des études sur la paix et la réconciliation, avec des exemples concrets de réalisations et des fiches pédagogiques présentant la diversité des contextes - ecclésial, social et historique - dans les différents pays. L'Église orthodoxe était représentée par l'Institut supérieur d'Études orthodoxes de Chambésy, l'Institut de Théologie Saint-Jean Damascène de Balamand (Liban), le Collège théologique et biblique Saint-André de Moscou, la faculté de théologie Saints-Cyrille et Méthode de Minsk, le Centre européen de recherches en sciences humaines de Kiev, le diocèse du Banat et l'archevêché d'Europe

occidentale et méridionale (patriarcat de Roumaine). L'Église catholique était représentée par le Conseil pontifical pour la promotion de l'Unité des Chrétiens, l'évêché d'Arezzo, l'École internationale de paix Rondine, l'Institut supérieur d'Études œcuméniques de l'Institut catholique de Paris, et le Centre d'Études religieuses comparées de la Fondation Agnelli de Turin. (d'après le SOP, avril)

ROME

Une chaire d'études œcuméniques à l'Angelicum

Pour la première fois, l'une des universités pontificales romaines, la Faculté de Théologie de l'université dominicaine Saint-Thomas d'Aquin (Angelicum) aura une chaire d'études œcuméniques. Celle-ci, dédiée au théologien Jean-Marie Roger Tillard (décédé en 2000, il avait été pendant vingt-trois ans vice-président de la commission Foi et Constitution du Conseil œcuménique des Églises) a été inaugurée solennellement en présence du cardinal Kasper, président du Conseil pontifical pour la promotion de l'Unité des Chrétiens. *"Nous sommes heureux et honorés d'avoir atteint ce niveau, aboutissement de tant d'années d'engagement œcuménique des dominicains"*, souligne le père Marco Salvati, doyen de l'Angelicum. (d'après La Croix, 13 février)

VATICAN

Jean-Paul II reçoit le Grand Rabbín de Rome

Le pape a reçu le 13 février en audience privée M. Riccardo Di Segni, Grand Rabbín de Rome, entouré de représentants de la communauté juive. Après avoir rappelé *"le vif désir que nourrit l'Église catholique d'approfondir les liens d'amitié et de collaboration réciproques avec la communauté juive"*, et qu' *"ici à Rome, la synagogue, symbole de la foi des fils*

d'Abraham, est très proche de la basilique Saint-Pierre, centre de l'Église", Jean-Paul II a évoqué avec émotion la visite qu'il avait faite en 1986 à la synagogue : *"Cette visite historique et inoubliable a constitué un don du Tout Puissant et représente une étape importante sur la voie de l'entente entre juifs et catholiques. Je souhaite que la mémoire de cet événement continue d'exercer une influence bénéfique et que le chemin de confiance réciproque accompli jusqu'à présent enrichisse les relations entre la communauté catholique et la communauté juive de Rome qui est la plus ancienne d'Europe occidentale"*. (d'après L'Osservatore romano, 18 février)

VATICAN

Ouverture des archives de Pie XI

Le pape Jean-Paul II a ouvert aux chercheurs le 15 février, avec plusieurs années d'avance sur la norme, les archives du pontificat de Pie XI (1922-1939) relatives à l'Allemagne et les dossiers des prisonniers de guerre (pontificat de Pie XII). Mais l'ensemble des documents du pontificat de Pie XI ne sera disponible qu'en 2005, vu l'immensité de la tâche de classement et d'indexation. Cette ouverture devrait permettre de relancer la recherche historique sur une période particulièrement significative de l'histoire du Vatican, avant que l'ouverture des archives du pontificat de Pie XII (et donc de la période de Seconde Guerre Mondiale elle-même) ne satisfasse complètement les historiens qui essaient de voir objectivement clair dans l'attitude controversée du Pape pendant cette période. (D'après La Croix, 13 février)

LE PHANAR

"La Turquie est en Europe"

Dans un entretien accordé à N. Senèze pour La Croix, le patriarche Bartholomée 1^{er} de Constantinople, *primus inter*



Istanbul

Photo B. Élie

pires des chefs d'Églises orthodoxes dans le monde, affirme sans ambiguïté que "la Turquie est bien évidemment en Europe" et que, située au croisement de l'Est et de l'Ouest, "elle a vocation à être un pont entre l'islam et le christianisme, entre l'Asie et l'Europe". Il est convaincu que "la perspective d'une intégration de notre pays à l'Union européenne nous donne beaucoup d'espoir. Le nouveau gouvernement est prêt à mettre en œuvre les réformes nécessaires en fonction des critères définis à Copenhague. Et tout cela va aller dans le sens d'un plus grand respect des droits de l'homme et des libertés religieuses". Il ajoute encore: "Avec le nouveau gouvernement, je suis beaucoup plus optimiste qu'auparavant. Certes, il y a toujours cette condition de nationalité (être de nationalité turque pour pouvoir être élu patriarche, N.D.L.R.). Mais quand la Turquie sera membre de l'Union européenne, une telle limitation n'aura plus lieu d'être. Quant à la possibilité de réouverture de notre séminaire, j'ai reçu, bien que de façon non officielle, de très bonnes nouvelles". (D'après *La Croix*, 20 février)

GROTTAFERRATA

Le dialogue judéo-chrétien s'enrichit

Une rencontre de dialogue entre une délégation du Grand Rabbinat d'Israël et une délégation de la Commission du Saint-Siège pour

les Rapports religieux avec le judaïsme a eu lieu pour la première fois dans la cité italienne du 23 au 27 février. L'Osservatore romano du 1^{er} avril note que "les rencontres ont été caractérisées par un climat d'amitié et de confiance réciproque et les deux parties entendent poursuivre le dialogue entrepris". Le communiqué conjoint en conclusion de la rencontre de Grottaferrata "révèle une large convergence de vues sur de nombreux points en ce qui concerne les deux thèmes fondamentaux traités: la sainteté de la vie et les valeurs de la famille", convergence qui s'appuie bien évidemment sur une lecture concordante de la Bible.



Mars

La journée mondiale de prière 2003

Le 7 mars, des femmes chrétiennes de différentes confessions dans le monde entier ont prié avec les femmes du Liban qui ont choisi les textes de la célébration autour du thème "Esprit saint, remplis nos cœurs". Les chrétiennes du Liban s'attachent à reconstruire et à réconcilier après la guerre civile interminable qui a meurtri leur pays jusqu'en 1989. Elles sont conscientes qu'il faut pour cela le secours de l'Esprit saint qui peut libérer la parole et permettre de surmonter les peurs et les méfiances. Le Comité français de la Journée mondiale de prière a choisi de soutenir des projets facilitant la rencontre et la formation (bourses d'études, alphabétisation des filles dans des camps de réfugiés palestiniens, aide spirituelle et matérielle aux femmes dans les prisons). (D'après un communiqué du Forum œcuménique des Femmes chrétiennes d'Europe)

PARIS

Le plus vieil hebdomadaire de France cesse de paraître

Le *Christianisme au XXI^e siècle*, hebdomadaire réformé fondé en 1723 à l'époque des diligences, a arrêté sa parution. Il avait pourtant sa place dans la presse protestante mais son public s'amenuisait en raison de l'évolution de la communauté réformée, malgré les efforts d'une nouvelle rédaction en chef. (D'après *Infocatho*, 8 mars)

PARIS

Les deuxièmes rencontres européennes entre juifs et catholiques

Organisées par le Congrès juif européen, elles se sont tenues pour la deuxième année consécutive à l'Unesco et à l'Hôtel de Ville, les 10 et 11 mars avec la participation de près de mille cinq cents personnes, autour de cinq grands thèmes: juifs et catholiques en Europe et en Amérique, juifs et catholiques dans la construction européenne, la Shoah, religion et laïcité, l'antisémitisme. Outre les membres du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme et son président M^{re} Francis Deniau (qui a succédé à M^{re} Gaston Poulain en novembre 2001) plusieurs personnalités catholiques sont intervenues, notamment: le cardinal Lustiger, le cardinal Jorge Maria Mejia, responsable des archives du Vatican, le cardinal Marian Jaworski, primat des catholiques romains d'Ukraine, le père Bernard Dupuy, directeur de la revue *Istina* et Paul Thibaud, président des Amitiés judéo-chrétiennes de France. En 2002, le Congrès juif européen avait rendu hommage aux pionniers du dialogue judéo-chrétien. Cette année, sept "menoras", sept chandeliers de la paix, ont été remis aux acteurs de ce dialogue: le cardinal Lustiger, le cardinal Mejia, M^{re} Ricard, président de la Conférence des évêques de France, en association avec le cardinal Billé; M^{re} Poulain, le père Jean

Dujardin, secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme jusqu'en 2000, sœur Ionel, religieuse de Notre-Dame de Sion et Paul Thibaud. (D'après le *SNOP*, 24 mars)

STRASBOURG

Le pasteur Jurgensen est mort

Werner Jurgensen est décédé le 11 mars. Il avait été, pendant dix ans, secrétaire général de l'ECAAL (Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine) et président du CPLR (Comité permanent luthéro-réformé). Il s'était beaucoup engagé dans les accords de Reuilly et était un partisan convaincu de la cause œcuménique.

Le pasteur François Clavairol, actuel président du CPLR, lui a rendu hommage en ces termes : *"Ceux qui l'ont connu depuis de longues années perçoivent sans difficulté tout ce que l'Église lui doit, et notamment les quatre Églises luthériennes et réformées de France. Soucieux du dialogue et de l'écoute, engagé avec beaucoup d'autres dans la démarche œcuménique, il savait allier l'exigence et la patience, la précision et la persévérance. C'est en grande partie grâce à ces qualités mises à notre service au sein du Conseil permanent luthéro-réformé qu'il a présidé une quinzaine d'années, que des liens se sont noués, des projets se sont construits, des perspectives se sont ouvertes. Je pense en particulier à toute la joie qu'il a vécue ces dernières années au travers du dialogue avec les Églises anglicanes de Grande-Bretagne et d'Irlande, dialogue ponctué par le fameux accord appelé "Déclaration commune de Reuilly". Il aurait dû participer à la célébration d'installation du nouvel archevêque de Canterbury, mais la maladie l'en a empêché. Ses expressions clés étaient "respect mutuel des personnes", "approfondissement d'un dialogue vrai avec les Églises"... et il vivait cela profondément."* (D'après le *BIP*, 1^{er} avril)



Le pasteur Jurgensen

Photo D. Weill

PARIS

Un nouveau métropolite du patriarcat œcuménique pour la France

L'installation du métropolite Emmanuel a eu lieu au cœur d'une assemblée nombreuse de fidèles, en présence de représentants officiels de la communauté grecque de France et d'une forte délégation du clergé orthodoxe parmi laquelle les métropolitains Innokenti (du patriarcat de Moscou) et Joseph (du patriarcat de Roumanie). Le nouveau métropolite était, comme il se doit, entouré de son clergé.



Le métropolite Emmanuel pendant la cérémonie.

Photo J. Nourry

Une forte représentation œcuménique assistait à la célébration : le cardinal Lustiger, le nonce apostolique, l'archevêque de Rennes, F. Saint Macary, président de la Commission pour l'unité, et son secrétaire, l'évêque de Chartres B. N. Aubertin, coprésident du Comité mixte orthodoxe - catholique, le pasteur G. Daudé pour la Fédération protestante de France, le père Baboudjian pour les Arméniens. Le cardinal W. Kasper, président du Conseil Pontifical pour l'unité avait adressé un courrier. À la fois cette foule et la présence de frères d'autres Églises donnaient la mesure du travail accompli pendant quarante années de présence et quinze années d'épiscopat par le métropolite Jérémie,

et de la vitalité de la communauté grecque, heureuse autour de son nouveau pasteur. Le métropolite Constantin a évoqué l'engagement du nouveau métropolite sur les terrains que veut favoriser le patriarcat de Constantinople : en particulier les relations œcuméniques et le dialogue interreligieux dont il assume la responsabilité. (D'après P. Ch. Forster)

ATHENES

Les moines d'Esphigmenou devront quitter le Mont Athos

Le Patriarcat œcuménique, en accord avec la communauté des monastères de l'Athos et avec l'État grec, a décidé d'expulser la centaine de moines qui, depuis une bonne trentaine d'années, récusent son autorité en refusant son engagement dans le dialogue œcuménique. En novembre 2002, le patriarche avait déclaré officiellement qu'ils s'étaient mis en situation de schisme et qu'à ce titre, ils perdaient leurs droits sur le monastère et devaient quitter la Sainte Montagne, conformément à la charte athonite. Un recours devant la Cour suprême de Grèce a été déposé par les moines. Pour l'instant, le patriarche n'a pas demandé aux forces de l'ordre qui encerclent le monastère de faire sortir de force les moines récalcitrants. Il devrait par contre prochainement demander aux supérieurs des dix-neuf autres monastères de l'Athos d'élire une autre communauté pour occuper Esphigmenou. (D'après le *SOP*, mars)

LA BAUME-LES-AIX

Les EREI en synode national et général

Du 14 au 16 mars, les Églises réformées évangéliques indépendantes de France tenaient leur synode national à la Baume-lès-Aix. Ce synode était aussi général au sens où, tous les trois ans, il est formé de délégués désignés par chaque église locale. Parmi les questions abordées, la pas-



Le Synode en séance

Photo B. Bordes

torale des jeunes, la question des relations avec les autres religions, la "consécration-reconnaissance" de ministère pour les pasteurs et la création d'un Conseil national des Évangéliques de France (CNEF).

En ce qui concerne les ministères : désormais pasteurs et diacres entreprendront en fonction par une cérémonie "de reconnaissance et de consécration" et ceux pour qui cela n'avait pas été fait (à la suite de la crise des années soixante-dix, un peu plus de la moitié des pasteurs n'ont pas été consacrés au cours d'une célébration de leur Église) sont encouragés à recevoir l'imposition des mains et la consécration au cours d'une célébration exceptionnelle qui pourra avoir lieu lors d'un synode national et général.

La création d'un Conseil national des Évangéliques de France a par ailleurs été décidée le 6 janvier 2003, suite à une prise de conscience de "notre éparpillement et... du préjudice que cela entraîne pour une parole et un témoignage évangéliques clairs".

[Les EREI sont devenues indépendantes au moment où, en 1938, l'ensemble des Églises réformées de France a décidé de former l'actuelle ERF. La question débattue alors a été celle de la confession de foi tenue par certains avec plus de rigueur. On pourrait dire, en bref, que les EREI se considèrent aujourd'hui comme plus fidèlement confessantes ; elles se réfèrent, elles aussi, au Symbole des apôtres et à la confession de La Rochelle, et sont

membres de la Fédération protestante de France. Elles sont particulièrement présentes dans le Gard, l'Ariège et les Bouches-du-Rhône, et on les trouve dans le "croissant" qui va de Bordeaux à Marseille en passant, au sud par Toulouse, et au nord par Rodez et Alès.] (D'après P. Ch. Forster)

PARIS

Les Églises chrétiennes unies contre la guerre en Irak

Dans une déclaration du 20 mars, le CECEF (Conseil d'Églises chrétiennes en France) redit avec force que "La guerre qui vient de commencer est un dramatique échec pour l'humanité. Aérienne ou terrestre, longue ou courte, cette guerre va tuer et meurtrir des hommes et des femmes déjà accablés par des années d'embargo et de tyrannie ; des soldats aussi vont tomber. Autant de morts d'autant plus tragiques que - nous le redisons fermement, avec Jean-Paul II, le Conseil œcuménique des Églises et tous les responsables des Églises - cette guerre-là n'était pas nécessaire, car d'autres voies restaient ouvertes." Il rappelle le drame particulier des chrétiens d'Irak, "dont certains pourraient être victimes non seulement de la guerre, comme tous leurs concitoyens, mais aussi d'actes

d'intolérance suscités par ceux qui prétendent présenter cette guerre comme celle des pays "chrétiens" contre le monde "musulman". Il met en garde contre les tensions qui pourraient en résulter en France et invite "les responsables des communautés chrétiennes à prendre contact avec les responsables des autres communautés religieuses, notamment juive et musulmane, pour lancer ensemble un appel et organiser des rencontres pour la paix. Que nulle part ne puisse subsister dans les esprits, même échauffés par les tragédies du Moyen-Orient, le moindre doute sur le fait qu'aucune violence ne plaît à Dieu ; c'est un blasphème, pour tous les croyants, que de prétendre tuer ses frères humains au nom de Dieu".

De leur côté, une quinzaine de mouvements chrétiens français (ACAT, CIMAIDE, Secours Catholique, JEC, Pax Christi, l'Œuvre d'Orient, etc.), après avoir rappelé qu'"une fois encore, ce sont les petits et les pauvres qui sont tués, blessés, jetés sur les chemins de l'exil", soulignent les conséquences tragiques du conflit dans cinq directions : l'atteinte portée au droit international, la déstabilisation de toute la région, le risque de tensions croissantes entre le monde occidental et le monde arabo-musulman, le risque de disqualification de valeurs telles que les droits de l'homme, la démocratie, le pluralisme religieux... et, pour finir, l'énorme gâchis économique qui va détourner des milliards de dollars des investissements productifs et de la lutte contre la pauvreté.

VATICAN

Les relations entre Rome et Moscou (suite)

Un communiqué du Conseil pontifical pour la promotion de l'Unité des Chrétiens fait état d'une rencontre, le 19 mars à Genève, entre le cardinal Kasper, président du Conseil, et le métropolite Kirill de Smolensk et Kaliningrad, président du département des relations extérieures du Patriarcat

de Moscou. "Au cours de ces conversations franches, précise le communiqué, ils ont convenu de poursuivre les consultations en vue de résoudre les problèmes existants".

Le problème principal vient de l'Église gréco-catholique d'Ukraine. Son chef, le cardinal Lubomir Husar, souhaite transférer son siège patriarcal de Lviv à Kiev et cherche à obtenir du Saint-Siège l'élévation de l'Église gréco-catholique au rang de patriarchat. L'Église orthodoxe russe a déjà annoncé que ce geste de renforcement serait considéré comme un nouveau *casus belli* entre les deux Églises. (D'après *Infocatho*, 21 mars)

BAGDAD

Consécration solennelle de l'Irak à Marie

Le vendredi 21 mars, les patriarches et évêques des différentes Églises chrétiennes d'Irak ont consacré leur pays en guerre à la Vierge Marie, en la cathédrale chaldéenne Saint-Joseph. Comme dans tous les moments difficiles de l'histoire, le peuple chrétien d'Irak (et avec lui de nombreux musulmans) s'est tourné vers Marie, certain que la Mère de Dieu ne laisse jamais ses enfants sans secours. La manifestation était organisée par le patriarcat chaldéen (catholique) avec la participation de l'Église latine, de l'Église syrienne catholique, de l'Église arménienne catholique, de l'Église syriaque orthodoxe et de l'Église assyrienne. (D'après Céline Riebel)

PARIS

L'assemblée générale de la FPF

La Fédération protestante de France a tenu son assemblée générale les 22 et 23 mars, assemblée importante puisqu'elle devait renouveler les membres du conseil et procéder à l'élection de son président pour les quatre années à venir : le pasteur Jean-Arnold de Clermont a été réélu sans surprise. L'autre point important concernait le dialogue avec les

Églises en demande d'adhésion. Enfin, l'assemblée a examiné le travail du Service biblique dont le responsable, le pasteur Sophie Schlumberger, a montré toute l'importance et le dynamisme.

Dans son message, le pasteur de Clermont a pris le temps de s'arrêter à la crise irakienne, rappelant d'abord que le débat entre un "pacifisme radical" et un recours à la force considéré comme légitime avait traversé le conseil de la FPF. Celui-ci s'est finalement prononcé contre une guerre préventive unilatérale qui ruine l'autorité de l'ONU. Sur le thème de la laïcité, il a précisé la position de la FPF attachée aux deux premiers articles de la Loi de 1905 qui affirment les principes de la laïcité à la française. La Fédération souhaite, dans une démarche pragmatique, un "toiletage" des articles 3 à 44 : il s'agit essentiellement de faire reconnaître que la religion a une dimension de service dans la société, avec les conséquences pratiques que cela entraîne. Sur la dizaine d'Églises et Unions d'Églises plus ou moins importantes qui sollicitent leur adhésion, c'est l'Église Adventiste du 7^e jour avec laquelle le dialogue est le plus avancé et l'adhésion est pratiquement acquise. Les décisions sont reportées au mois de novembre lors d'une assemblée qui sera en quelque sorte la seconde partie de celle-ci. (D'après P. Ch. Forster)

VATICAN

Pour le pape, l'Unité des Chrétiens est une urgence

Le pape a reçu en audience le 24 mars une délégation de l'Église luthérienne d'Amérique qui effectuait un voyage œcuménique à Istanbul, Rome et Canterbury. Jean-Paul II a insisté sur le fait que "dans un monde plein de dangers et d'insécurité, tous les chrétiens sont appelés à s'unir pour proclamer les valeurs du Royaume de Dieu. Les événements de ces derniers jours rendent ce devoir encore plus urgent. La recherche de la pleine communion entre les chrétiens est un de-

voir qui jaillit de la prière du Seigneur même". Il a aussi rappelé l'événement majeur qu'avait constitué la signature de la Déclaration commune sur la doctrine de la justification, le 31 octobre 1999 : "Ces dernières années, nous avons pu mieux apprécier l'amitié qui existe entre les luthériens et les catholiques, laquelle a conduit à la Déclaration. Ce document nous encourage à construire au-delà de ce qui a déjà été fait, en promouvant au maximum localement une spiritualité de communion marquée par la prière et le témoignage partagé de l'Évangile". (D'après l'agence ZENIT)

BRUXELLES

Inauguration d'une église orthodoxe

À l'occasion de la célébration du 140^e anniversaire de la présence de l'Église orthodoxe en Belgique, a eu lieu, le dimanche 30 mars, la bénédiction d'une nouvelle église orthodoxe dans la capitale belge, celle de la Sainte Trinité (rue Léon Lepage), qui est celle de la représentation du Patriarcat de Moscou auprès des institutions européennes. La cérémonie était présidée par le métropolite Cyrille de Smolensk, directeur du département des relations extérieures du patriarcat. (D'après un communiqué du père Athénagoras (Peckstadt))



Avril

LIBAN

L'Église maronite en concile en juin prochain

L'Assemblée des évêques maronites a annoncé que l'Église maronite du Liban allait se réunir en concile en juin prochain à Notre-Dame du



Le patriarche maronite Nasrallah Sfeir

Photo AED

Mont à Adma, près de la ville de Jounieh : ce sera la première fois depuis le milieu du XIX^e siècle. Ce concile réunira non seulement les évêques du Liban, mais aussi des onze pays de la diaspora où les maronites disposent d'une structure d'Église. L'Église maronite, dont les fidèles - surtout les jeunes - émigrent en masse, veut ainsi poser un acte de foi et d'espérance dans la présence chrétienne en orient.

Résultat d'une large consultation lancée il y a plusieurs années, le concile, qui tiendra une session en juin 2003 et une autre en 2004, abordera notamment l'identité et la mission des maronites, en particulier leur mission œcuménique et leurs relations avec l'islam et le monde arabe. Les rapports de l'Église à la politique, à la modernité, aux moyens de communication, aux questions sociales et économiques et à la terre y seront examinés.

Dans un esprit œcuménique, des observateurs d'autres Églises se-

ront invités, ainsi que des observateurs des communautés musulmanes. (D'après *Infocatho*, 10 février)

NEW DELHI

Consternation après l'adoption d'une loi sur les conversions au Gujarat

Les Églises chrétiennes d'Inde ont exprimé leur consternation après la promulgation d'une loi visant à restreindre les conversions religieuses et adoptée sans débat par l'assemblée législative de l'État du Gujarat. Cette loi prévoit en effet trois ans de prison et une amende de 50000 roupies pour toute conversion obtenue "par la force ou la ruse". Même en cas de conversion non imposée, mais sans une autorisation préalable du chef de district, elle peut entraîner une peine d'un an de prison et une amende. Le Conseil national des Églises de l'Inde (qui compte vingt-neuf Églises orthodoxes et protestantes) a déploré cette nouvelle loi, affirmant qu'elle est "un acte de harcèlement conscient des minorités, en particulier des chrétiens, car elle leur interdit de pratiquer leur foi". (D'après le *Bulletin des ENI*, 16 avril)

PARIS

Un successeur pour le père Ch. Forster

Le Conseil permanent de l'épiscopat français a nommé le père Michel Mallèvre, dominicain, secrétaire permanent de la Commission pour l'Unité des Chrétiens, pour un premier mandat de trois ans, à compter du 1^{er} septembre prochain.

Le père Mallèvre, 51 ans, a été ordonné prêtre en 1986 par M^{gr} Pierre Claverie, évêque d'Oran. Il a fait des études d'histoire et de droit fiscal, puis une licence canonique en théologie, orientation biblique, après des études à l'Université catholique de Lille. (D'après *La Croix*, 24 avril)



Le père Mallèvre

D.R.

"La promotion de l'Unité des Chrétiens s'inscrit en France dans une longue tradition, illustrée par de grandes figures comme l'abbé Couturier. Je suis conscient de la responsabilité qui m'est confiée d'avoir à faire fructifier cet héritage avec d'autres passionnés. Mais dans un contexte de mutation où l'on ressent plus que jamais l'urgence d'un témoignage de foi commun, il est important aussi de susciter une relève au sein de la jeune génération.

Après de longues années passées en Afrique (en paroisse et comme professeur de séminaire), je suis évidemment marqué par cette expérience, au cours de laquelle j'ai observé notamment l'essor et le dynamisme des communautés évangéliques. Depuis un an, je me suis efforcé de mieux connaître celui de la France, marquée par la longue présence d'autres Églises.

Je dois encore découvrir sur le terrain la grande diversité des situations locales, et j'espère contribuer au développement de la coopération entre les diocèses dans le domaine œcuménique."

IRKOUTSK

Le diocèse catholique Saint-Joseph va retrouver un évêque

Pour contribuer à apaiser les tensions, le Saint-Siège a officiellement nommé le 17 avril au siège épiscopal de Elk (Pologne) M^{re} E. Mazur, ancien évêque du diocèse de Saint-Joseph (Irkoutsk) qui, en février 2002, s'était vu refuser l'entrée sur le territoire russe et n'avait pu rejoindre son diocèse. Il est remplacé en Sibérie par un évêque de nationalité biélorusse, mais né au Kazakhstan, M^{re} Kirill Klimovitch qui était depuis 1999 auxiliaire du diocèse de Minsk-Moghilev (Biélorussie). (D'après *Svet Evangelia*, 20 avril)

M^{re} Kirill Klimovitch

D.R.

VATICAN

La dernière encyclique *Ecclesia de Eucharistia*

L'encyclique que Jean-Paul II a rendue publique le Jeudi saint, qui réaffirme le rejet de l'intercommunion avec d'autres Églises, a provoqué des réactions diverses de représentants d'autres confessions - de l'acceptation résignée à la déception.

Même s'ils ne se déclarent pas très surpris par le message du pape, certains se disent préoccupés par ses implications pour le dialogue œcuménique. Le Pape y réaffirme *"le désir ardent de célébrer ensemble l'unique Eucharistie du Seigneur"* et il a rendu hommage aux *"progrès significatifs"* et aux *"rapprochements"* dans le domaine de l'œcuménisme. Néanmoins, le pasteur Ishmaël Noko, secrétaire général de la Fédération luthérienne mondiale, regrette que *"tant d'années de dialogue œcuménique"* n'aient pas débouché sur une nouvelle position du Vatican sur la question de l'eucharistie. Certains responsables luthériens espéraient en effet qu'il y aurait des avancées sur ce point après la signature, en 1999, de la Déclaration commune sur la doctrine de la justification, une des questions les plus controversées au temps de la Réforme.

Le Dr Christian Krause, président de la Fédération luthérienne mondiale, avait même demandé au Pape lors d'une récente rencontre au Vatican, d'intensifier les efforts en vue de dépasser les différences qui existent entre l'Église catholique et les Églises luthériennes sur l'hospitalité eucharistique : *"Nos communautés attendent ce signe visible et cette expérience vécue d'unité dans le Christ"*. (D'après le *Bulletin des ENI*, 30 avril)

Le pasteur Gill Daudé, responsable des relations œcuméniques à la Fédération protestante de France, l'évalue en ces termes : (le texte romain) *"Redit avec vigueur la position classique dans une Église romaine en débat interne sur le sujet"* et qui craint la banalisation *"de la source et du sommet"* de sa foi. Pas de dissociation possible donc entre communion eucharistique et communion ecclésiale (comme d'ailleurs pour certaines Églises évangéliques). (...) Nous sommes au cœur de la polémique, au cœur du témoignage des Églises mais surtout au cœur de la souffrance de bien des personnes aujourd'hui (foyers mixtes, membres des groupes et œuvres œcuméniques...). Nos Églises, leurs pasteurs et leurs théologiens sont priés d'avancer.

Comment ne pas tomber dans l'accusation caricaturale, les réactions viscérales et passionnelles qui ajouteront du mal au mal ? Mieux vaut plutôt porter dans la réciprocité les dilemmes de nos Églises, et redoubler tout ce qui est faisable ensemble. Et au-delà de la polémique, le texte romain a sûrement des choses à nous apprendre. La Cène-Eucharistie commence par la repentance et l'accueil de l'autre dans un geste de paix : *"Portez les fardeaux les uns des autres"*, écrivait un apôtre qui en savait beaucoup sur la division et l'unité. Voilà le programme". (D'après Gill Daudé, *BIP*, 1^{er} mai)

(*) Dernier exemple : la préparation du Kirchentag œcuménique. Les positions de Bernd-Jochen Hilberath, professeur catholique de dogmatique et d'histoire des dogmes à Tübingen. Il défend la participation de catholiques à la Sainte Cène de l'Église évangélique (luthérienne).

PARIS

La proposition du patriarche Alexis II aux orthodoxes russes d'Occident

Le chef de l'Église orthodoxe russe a fait parvenir le 3 avril une lettre aux cinq évêques et archevêques en charge des paroisses d'origine russe d'Europe occidentale - dont certaines se sont rattachées au patriarcat de Constantinople en 1931, pour échapper à la tutelle d'une Église qu'ils estimaient trop inféodée au pouvoir soviétique, et d'autres ont constitué une entité ecclésiale indépendante dans l'émigration, l'Église russe Hors Frontières. Le régime communiste s'étant effondré depuis plus de dix ans, un retour au sein de l'Église russe est redevenu possible et normal, écrit le patriarche, qui propose aux paroisses russes d'Europe occidentale de se réunir dans une grande Église locale autonome, placée sous la juridiction du Patriarcat de Moscou. (D'après *Russkaïa Mysl*, et *Infocatho*, 7 avril) (voir aussi les pages *Actualité* de ce numéro)

Le XI^e Congrès œcuménique international de spiritualité orthodoxe organisé par la Communauté monastique de Bose aura lieu cette année **du 14 au 20 septembre**, dans les locaux du monastère, en deux sessions :

- le *Désert de Gaza* : Barsanuphe, Jean et Dorothee (14-16 septembre)
- le *Concile de Moscou de 1917* (18-20 septembre)

Organisé en collaboration avec le patriarcat de Constantinople et le patriarcat de Moscou, avec le soutien de la Région Piémont et de l'université de Turin, le congrès prolonge un itinéraire d'approfondissement de la tradition spirituelle orthodoxe, en dialogue avec le christianisme d'Occident, commencé il y a onze ans.

Informations et inscriptions :

Segreta organizzativa - Convegno ecumenico, I - 13887 Magnano (BI)

Courriel : convegna@monasterodibose.it

www.monasterodibose.it



encart publicitaire agence ICTUS

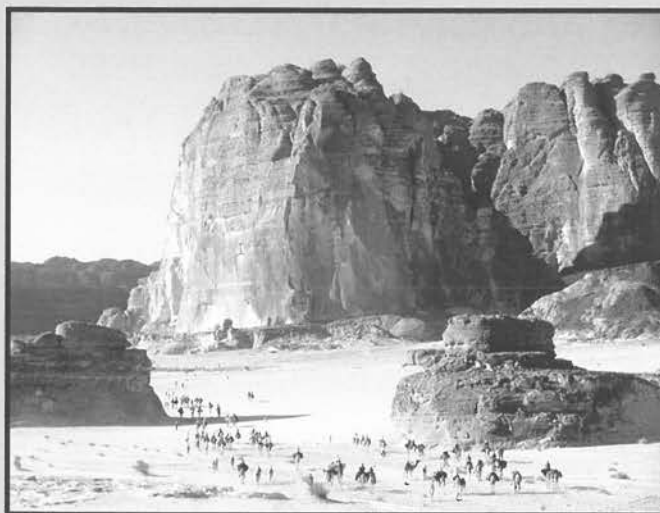
2^e Marche de Réconciliation des Chrétiens

Orthodoxes, Catholiques, Protestants, Coptes, Maronites, Chaldéens...

Pasteur Charly CLEVERLY
Pasteur évangélique à Oxford
(Angleterre).
Fondateur de la convention
"Embrasse nos cœurs".

Père Philippe DAUTAIS
Prêtre orthodoxe du Patriarcat
de Roumanie, responsable
du Centre d'études de prière
de Sainte Croix (Dordogne).

Mgr Amba THOMAS
Évêque copte orthodoxe
de El Quesia (Égypte)
Fondateur d'un centre
de prière œcuménique.



Père François DAGUET
Prêtre catholique, théologien,
dominicain à Marseille.

Père Amir JAJE
Prêtre irakien de l'Église
Chaldéenne, dominicain.

Pasteur Antoine NOUIS
Pasteur de l'Église Réformée de
France à Paris, auteur d'un livre de
commentaires bibliques.

Père Samer NASSIF
Prêtre de l'Église Maronite
de Saïda, libanais.

15 au 22 Novembre 2003
dans le
Désert du Sinaï

RENSEIGNEMENTS : Tél. 01 44 09 48 47 - www.ictusvoyages.com

Revue placée sous le patronage du Conseil d'Églises chrétiennes en France



L'amour du prochain auquel l'Évangile nous appelle, comme exigence éthique et spirituelle fondamentale, nous demande de voir en tout être humain une image du Dieu trinitaire et à le traiter comme notre frère ou notre sœur en lui. Comment ne pas comprendre que la pratique des droits humains en est l'une des dimensions sociales essentielles ?

René Coste

Les Fondements théologiques de l'Évangile social